

RUSSIE
**Gazprom livre
40,5 millions de
mètres cubes de gaz
à l'Europe via
l'Ukraine**

P 16

PLUS DE 15.275 MILLIARDS DE DA DE DÉPENSES,
UNE CROISSANCE DE 4,2% ...

Le président Tebboune signe la loi de finances 2024

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, dimanche à Alger, la loi de finances 2024, selon un communiqué de la Présidence de la République. La signature a eu lieu au siège de la Présidence de la République, en présence de hauts responsables de l'Etat, ajoute la même source. P 3



AMÉLIORATION
DE LA VIE DES CITOYENS

**L'UGTA affirme
son soutien aux décisions
de l'Etat**

Le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout a affirmé, à Ain Defla, le soutien de son organisation à toutes les décisions des autorités supérieures du pays visant à relancer l'économie nationale et améliorer les conditions de vie des citoyens.

P 2

FINANCEMENT DES PROJETS
TOURISTIQUES

**Les investisseurs
réclament des
allègements**

Le président de la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme (FNHT), Boulfkhad Abdelwahab, a interpellé les pouvoirs publics sur la situation du financement des projets d'investissement dans l'hôtellerie. Pas moins de 450 hôtels sont en difficulté de paiement. Ils risquent d'être saisis par les banques.

P 4

INDUSTRIE MILITAIRE
ALGÉRIENNE

**Un pilier essentiel
de la densification
du tissu industriel**



À l'aube des années 2000, l'industrie militaire était «modeste et non concurrente». De nos jours, c'est un véritable acteur de développement. A ce sujet, les entreprises industrielles relevant de l'Armée nationale populaire (ANP) ont réussi à densifier le tissu industriel algérien, après avoir étendu leur champ d'intérêt aux besoins de l'Armée, des corps communs et du marché local en générale.

P 5

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE DE L'EST

**Relance des travaux
du projet de
modernisation** P4

ÉLECTROMÉNAGER

**Les fabricants locaux créent
une véritable base
industrielle** P5

LAGHOUAT

**Réception de la gare
ferroviaire de marchandises
fin janvier 2024** P6

PROTECTION CIVILE

Des caravanes médicales itinérantes au profit des citoyens des zones éparses

Des caravanes médicales itinérantes relevant de la Protection civile se sont ébranlées dimanche depuis Béni Abbès à destination des zones éloignées et éparses à travers 15 wilayas du sud et des hauts-plateaux du pays, a-t-on appris auprès des responsables de ce corps constitué. Cette opération, dont le coup d'envoi officiel a été donné à partir de la wilaya de Béni Abbès par les autorités locales en présence des représentants de la Direction générale de la Protection civile (DGPC), vise à offrir une prise en charge sanitaire au profit des habitants des zones éloignées et éparses des wilayas d'Adrar, Bechar, Djelfa, Ouargla, Illizi, Naâma, Timimoun, Bordj Badji Mokhtar, In-Salah, Béni Abbès, In-Guezzam, Touggourt, Djanet, El-Mehaïer et El-Méniaâ, durant la période allant du 24 au 28 décembre courant, a indiqué à l'APS le sous-directeur des statistiques et de l'information à la DGPC, le Colonel Farouk Achour. Selon la source, la DGPC prévoit aussi l'organisation d'une caravane similaire « exceptionnelle » du 2 au 7 janvier 2024 au profit des populations nomades de la wilaya de Bordj Badji Mokhtar. D'importants moyens humains et matériels, dont des médecins, des personnels paramédicaux, agents, secouristes et ambulances médicalisées, ont été mobilisés par ce corps pour assurer des consultations médicales, des soins, des remises de médicaments, ainsi que l'évacuation des patients nécessitant un suivi médical vers des structures hospitalières, a-t-il ajouté.

AMÉLIORATION DE LA VIE DES CITOYENS

L'UGTA affirme son soutien aux décisions de l'Etat

Le Secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), Amar Takdjout a affirmé, à Aïn Defla, le soutien de son organisation à toutes les décisions des autorités supérieures du pays visant à relancer l'économie nationale et améliorer les conditions de vie des citoyens.

Par Slimane T/Agence

L'UGTA soutient toutes les décisions prises par le président de la République et par le Gouvernement pour activer et relancer l'économie, parallèlement à l'amélioration des conditions de vie des citoyens », a-t-il soutenu. Dans son discours au congrès de wilaya, tenu au siège de l'Office des établissements de jeunes (ODEJ) d'Aïn Defla, le patron de la centrale syndicale a loué « les augmentations

de salaire des travailleurs » et « les incitations fiscales décidées par les autorités supérieures du pays durant l'année 2023, pour le soutien des entreprises économiques », estimant qu'elles auront un « impact social et économique positif à l'avenir ». Le syndicaliste a ajouté que l'UGTA œuvre avec les institutions et les secteurs concernés en vue de trouver des solutions pour améliorer les conditions des travailleurs. Il a souligné le rôle que l'organisation syndicale assumera à l'avenir, avec « efficacité », pour se hisser au niveau d'exi-

gence requis. Amar Takdjout a particulièrement insisté, dans son discours, sur le rôle « économique » et « social » des travailleurs dans le développement économique, l'objectif étant de faire de l'Union générale des travailleurs algériens une « valeur ajoutée » pour l'économie nationale. Ce congrès de wilaya visant la réorganisation des structures locales de l'UGTA a été sanctionné par le plébiscite de M. Abdallah Benarriba pour un 2e mandat à la tête du secrétariat de wilaya de l'Union générale des travailleurs algériens.

FORUM NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Des ateliers consacrés à la numérisation, au développement et à l'environnement

Les travaux du Forum national de la société civile se sont poursuivis, samedi après-midi au Palais des Nations (Alger), par des ateliers consacrés à l'examen de thèmes relatifs à la numérisation, au développement et à l'environnement. Lors du 1er atelier du Forum « Dialogue, citoyenneté et développement », consacré à « La participation de la société civile au développement socioéconomique local », les intervenants ont souligné l'importance pour la société civile d'ac-

compagner les efforts de l'Etat en faveur du bien-être social du citoyen et du développement de l'économie nationale, notamment au niveau local. Les participants au 2e atelier, consacré à « La responsabilité sociale des entreprises, l'économie solidaire et sociale et l'environnement », ont exhorté les chefs d'entreprise à accompagner les acteurs de la société civile, en vue de concrétiser les différents programmes d'utilité publique, préconisant l'intensification des programmes

de formation de la société civile en matière de protection de l'environnement et d'encouragement de la transition vers l'économie verte. Les participants au 3e atelier sur « La société civile et la numérisation » ont passé en revue les points positifs de la transition numérique dans l'éradication de la bureaucratie et la consécration du principe d'égalité des chances, saluant l'attachement du président de la République à la généralisation du processus de numérisation de tous les

secteurs. Dans son allocution lors du Forum, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a appelé à « la création d'une commission spécialisée qui se chargera d'examiner les moyens de promotion des métiers répondant aux besoins du marché de l'emploi », exhortant les acteurs de la société civile à « encourager les jeunes à adhérer en masse aux programmes de la formation et de l'enseignement professionnels ».

JUMELAGE ALGÉRO-TURC

Des consultations médicales gratuites pour près de 2.000 personnes

Plus de 2.000 consultations médicales gratuites ont été effectuées à Constantine par des médecins spécialistes algériens et turcs au profit de citoyens venus de plusieurs localités du pays dans le cadre d'un jumelage entre les deux pays, apprend-on samedi des organisateurs. Près de 2.000 personnes ont bénéficié jeudi et vendredi de ces consultations dans diverses spécialités dispensées

gratuitement par des médecins d'Algérie et de Turquie au niveau de la clinique "Nefes" à la cité Boudjenana de la ville de Constantine, a indiqué dans une conférence de presse Farès Tegmounet, directeur de la société Nefes spécialisée dans le transport de malades vers la Turquie, initiatrice de la seconde édition de cet événement. Cet événement a constitué une opportunité pour des malades d'effec-

tuer des consultations dans les domaines de transplantation des organes (foie et rein), la chirurgie plastique et réparatrice, la chirurgie orthopédique, la chirurgie ophtalmologique, la neurochirurgie, l'oncologie et la cardiologie, selon la même source. Ce jumelage favorise l'échange d'expériences dans ces domaines médicaux entre les deux pays et la découverte des nouvelles techniques de traite-

ment des maladies graves. Une conférence scientifique a été animée par des médecins des deux pays pour faire le point sur les plus importants cas diagnostiqués durant cette manifestation et présenter les nouvelles techniques de chirurgie utilisées pour les greffes, en orthopédie, en neurologie, pour la correction des malformations congénitales et pour la transplantation de moelle osseuse.

ALGÉRIE TÉLÉCOM" D'ORAN

Raccordement de plus de 17.000 foyers au réseau de fibre optique

Plus de 17.614 foyers ont été raccordés cette année au réseau de fibre optique dans la wilaya d'Oran, a-t-on appris samedi auprès de la direction opérationnelle de "Algérie Télécom" d'Oran. Cette technique, qui a touché les nouveaux pôles urbains dans la wilaya, garantit un débit internet d'une

moyenne de 100 mégas/seconde, a indiqué, à l'APS, la chargée d'information, Faiza Selmani Zoubir. Elle a fait savoir que 8.000 logements AADL au nouveau pôle urbain "Ahmed Zabana" de Misserghine ont été raccordés au réseau de fibre optique, soulignant que l'offre de "Algérie Télécom" propose le versement d'un

montant de 4.550 DA en contrepartie d'un modem et des charges de raccordement et d'appels gratuits de et vers le fixe, en plus d'un mois internet à haut débit. La direction opérationnelle d'AT à Oran cible 50.000 nouveaux abonnés l'an prochain avec la technique de fibre optique, a annoncé Mme Selmani Zoubir,

qui a signalé que le nombre d'abonnés avec cette technique a atteint, dans la wilaya d'Oran, 55.399 abonnés. Le nombre d'abonnés à l'ancien réseau ADSL a atteint à travers la wilaya 123. 105 abonnés, alors que le nombre de foyers raccordés au fixe est de 178.504.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81 Fax : 021 73 95 59 E-mail: agence.regie@anep.com.dz Programmation.regie@anep.com.dz

PLUS DE 15.275 MILLIARDS DE DA DE DÉPENSES, UNE CROISSANCE DE 4,2% ...

Le président Tebboune signe la loi de finances 2024

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, dimanche à Alger, la loi de finances 2024, selon un communiqué de la Présidence de la République. La signature a eu lieu au siège de la Présidence de la République, en présence de hauts responsables de l'Etat, ajoute la même source.



Par Sirine R

Mère des lois, le texte fixe le cap économique pour le prochain exercice et définit les budgets de fonctionnement des différents départements. En effet, la LF 2024 table sur une croissance économique de 4,2%, tirée par des performances de tous les secteurs d'activités, notamment les services, l'agriculture, le BTPH et l'industrie. La croissance économique devrait ainsi atteindre +3,9% en 2025 et +4% en 2026, des croissances qui résulteraient des performances de tous les secteurs, avec une croissance du secteur des hydrocarbures de près de 1% en 2024, tirée principalement par les exportations de gaz naturel, de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL) respectivement de +0,7%, +1,4% et +1,1%. Basé sur un prix de référence du baril de pétrole à 60 dollars sur la période 2024-2026 et un prix du marché à 70 dollars sur la même période, le LF 2024 prévoit des dépenses de plus de 15.275 milliards (Mds) de DA, dont 18% destinées à l'investissement public. Les recettes d'exportations de biens seraient de l'ordre de 49,8 milliards de dollars en 2024 avant d'atteindre 50,3 milliards USD et 51,6 milliards USD, respectivement en 2025 et 2026. Les importations, quant à elles, atteindraient les 43,5 milliards USD en 2024, puis 47,4 milliards USD en 2025 et 47,4 milliards USD en 2026. La balance commerciale devrait ainsi être excédentaire entre 2024 et 2026, en atteignant, selon les prévisions du texte, 6,3 milliards USD d'excédent en 2024, puis 2,9 milliards USD en 2025 et 4,2 milliards USD en 2026. Le texte 2024 s'attend, par ailleurs, à une forte hausse des dépenses budgétaires qui devraient atteindre 15.275,3 milliards DA en 2024, puis 15.900,4 milliards DA en 2025 et 15.705,6 milliards DA en 2026. En matière de recettes budgétaires, elles devraient atteindre 9.105,3 milliards DA en 2024 et augmenter en moyenne de près de +4,2% entre 2025 et 2026, pour atteindre 9.537,2 milliards DA en 2025 et 9.881,9 milliards DA en 2026. Concernant la fiscalité des hydrocarbures, une baisse de 8,9% devrait être enregistrée en 2024 par rapport à l'année 2023. Elle passerait ainsi de 3.856,3 milliards DA en

2023 à 3.512,3 milliards DA en 2024, puis à 3.520,9 milliards DA en 2025 et à 3.563,3 milliards DA en 2026.

Des mesures pour la préservation du pouvoir d'achat

Dans son chapitre social, la loi de finances pour l'année 2024 prévoit une batterie de mesures législatives destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à l'appui aux investissements ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales. La loi propose ainsi une exonération temporaire de la TVA, aux stades de production et de commercialisation gros et détail, jusqu'au 31 décembre 2024 du poulet de chair, de la dinde, des œufs de consommation, des fruits et légumes frais, produits localement et des légumes secs et riz, produits localement ou importés. Elle comporte, dans le cadre des mesures visant la consolidation du pouvoir d'achat, l'institution d'une allocation forfaitaire de solidarité pour les catégories sociales sans revenus notamment, les chefs de familles, les familles, les personnes, les personnes âgées de plus de 60 ans et les personnes à besoins spécifiques. Le texte propose également l'ouverture d'un compte d'affectation spéciale (n302-154) intitulé «Fonds de la pension alimentaire», à travers duquel l'Etat paiera les pensions alimentaires attribuées aux bénéficiaires et le ministère de la Justice percevra ces sommes sur les débiteurs. Dans le domaine du logement, la loi propose un abattement de 10%, calculé sur la base du reste à payer des loyers, octroyé aux bénéficiaires de logements AADL, ayant honoré le paiement des 25% du prix du logement et désirant solder, par anticipation, le reliquat de ce prix. Le texte introduit une prise en charge par le Trésor, des intérêts pendant la période de différé et la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques, à hauteur de 100%, dans le cadre de la réalisation de la tranche additionnelle de 50.000 logements de type location-vente, au titre de l'année 2024. En outre, une prorogation jusqu'au 31 décembre 2025, au lieu le 31 juillet 2023, du délai accordé aux occupants des logements

publics locatifs (logement social), désirant acquérir leurs logements, pour introduire leurs demandes d'acquisitions, a été instituée. La loi de finances institue également la mise à la disposition de la Banque nationale de l'habitat (BNH), en lieu et place de la Caisse nationale du logement (CNL), du financement des programmes de logements publics locatifs, des voiries et réseaux divers primaires et secondaires, ainsi que des aides frontales et les contributions de l'Etat pour l'accès aux logements. Le texte propose aussi d'introduire la possibilité donnée à l'Entreprise nationale de la promotion immobilière (ENPI), de commercialiser en vente libre, les Logements promotionnels publics (LPP) invendus, sous réserve du remboursement de l'aide indirecte de l'Etat.

Suppression de la TAP

Quant au volet relatif à l'appui à l'investissement, le texte supprime la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) conformément aux instructions du président de la République, avec la possibilité, pour les projets d'investissement structurants, financés par un prêt du Trésor, de bénéficier des conditions de financement spécifiques. Il a, en outre, introduit la réouverture du compte d'affectation spéciale intitulé "Fonds spécial pour la promotion des exportations" (FSPE), afin d'encourager les exportations hors Hydrocarbures, conformément aux orientations du président de la République. Plusieurs avantages fiscaux ont été également instaurés dans l'objectif d'encourager les activités économiques, à l'instar de l'exemption de la TVA des opérations de réassurance et de Retakaful, l'exonération de l'impôt forfaitaire unique (IFU), des chiffres d'affaires réalisés issus des activités de collecte et de vente du lait cru, et l'extension de l'application du taux réduit de TVA de 9%. S'agissant des mesures en faveur de l'entrepreneuriat et des startups, la loi propose une révision à la baisse du taux d'imposition de l'IFU de 5 à 0,5%, applicable aux activités exercées sous le statut d'auto-entrepreneur. Le texte reconduit, pour une durée de cinq ans, à compter du 1er janvier 2024, l'exonération de l'import sur le bénéfice des sociétés (IBS) et de l'import sur le revenu global (IRG), des produits et des plus-values de cession des obligations, titres et obligations assimilés du Trésor, cotés en Bourse ou négociés sur un marché organisé, d'une échéance minimale de cinq ans, de même que les droits d'enregistrement, des opérations portant sur les valeurs mobilières cotées en Bourse ou négociées sur un marché organisé. Dans le cadre de la numérisation, une série de mesures qui concernent la déclaration en douane, notamment l'obligation faite au déclarant de souscrire la déclaration par voie électronique, sur la base des documents numériques et d'effectuer la signature électronique de la déclaration, conformément à la législation en vigueur, a été, par ailleurs introduite.

CONSEIL DES MINISTRES

Le président de la République préside une réunion

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune préside, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés inhérents à plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République. « Monsieur Abdelmadjid Tebboune, président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale préside, en ce moment, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés inhérents au programme complémentaire destiné à la wilaya de Tindouf, aux statuts et régimes indemnitaires des corps relevant du secteur de l'Education nationale, du chercheur hospitalo-universitaire, de l'enseignant chercheur et de l'enseignant permanent, des corps médicaux et paramédicaux et de l'imam, outre le suivi de l'état d'avancement de la numérisation des services de l'Etat, des impôts et des Douanes », lit-on dans le communiqué.

APN

La Commission des affaires juridiques poursuit l'examen des dispositions du projet de Code pénal

La Commission des affaires juridiques, administratives et des libertés de l'Assemblée populaire nationale (APN) a poursuivi, dimanche, ses travaux en vue d'examiner les dispositions du projet de loi modifiant et complétant l'Ordonnance n66-156 portant Code pénal. « La Commission des affaires juridique et administratives et des libertés a poursuivi, dimanche, ses travaux sous la présidence de son président, Ahmed Boubaker », indique un communiqué de l'APN. La Commission a consacré cette réunion à la poursuite de « l'examen des dispositions du projet de loi modifiant et complétant l'Ordonnance n66-156 portant Code pénal, et ce en présence de représentants du ministère de la Justice », précise la même source. La Commission avait entamé, mercredi dernier, l'examen des dispositions dudit projet de loi.

ENERGIE

Des experts appellent à l'intégration des EnR au réseau national

L'interêt de soutenir l'intégration des énergies renouvelables (ENR) au réseau énergétique national a été souligné, dimanche à Alger, dans le cadre du développement du secteur, en usant des infrastructures disponibles. Lors d'un workshop dédié aux "ENR" sous le thème de l'intégration de l'énergie solaire et le développement de l'hydrogène vert, plusieurs experts algériens, dont des représentants de la diaspora à l'étranger, ont relevé le défi que représente d'offrir les solutions adéquates à l'intégration des ENR au réseau national. Pour l'expert algérien établi en Allemagne, Mohamed Ghazli, réussir l'intégration des ENR au réseau national nécessite des technologies spécifiques permettant d'assurer la continuité de l'approvisionnement. De son côté, le professeur Kamel Youcef Toumi, de l'université du Massachussetts aux Etats-Unis, a mis en avant le facteur humain, soulignant l'importance des compétences au sein de l'Université algérienne. Selon lui, la ressource humaine a un rôle très important, estimant qu'il ne faudrait pas uniquement se concentrer sur l'aspect technique «mais bâtir une jeunesse consciente des défis liés à la nécessité du développement des énergies alternatives». M. Toumi a estimé aussi nécessaire de saisir les opportunités offertes par la recherche scientifique et l'innovation pour produire une énergie renouvelable fiable en matière d'approvisionnement. De son côté, l'expert en énergie renouvelable, Ali Chaknane, a souligné que les infrastructures énergétiques nationales doivent offrir des solutions techniques conformes aux standards internationaux pour intégrer les ENR au réseau. Selon lui, l'Algérie a l'ambition d'investir dans le secteur des ENR car elle possède plusieurs atouts que ce soit dans le Sud, à travers un haut niveau d'ensoleillement ou à travers son réseau de transport de gaz naturel pouvant également transporter l'hydrogène vert. Pour sa part, le professeur Nouar Tabet, a plaidé pour réduire les manques et les retards dans le développement des projets dans le secteur. Cela d'autant plus, a-t-il dit, que l'Algérie possède depuis plusieurs années la capacité de produire des cellules photovoltaïques et des équipements spécifiques au secteur. Notant la disponibilité des ressources en ENR, le professeur Tabet a plaidé pour que les opérateurs nationaux collaborent avec l'Europe, partenaire important de l'Algérie en matière d'énergie, pour acquérir les technologies nécessaires au développement de l'hydrogène vert à travers le pays. A noter que cette manifestation, organisée par le Club algérien d'excellence et de hautes compétences (ACEHC), se poursuivra lundi lors d'une séance qui sera clôturée par la publication de recommandations liées au thème de la rencontre.

R.E.

FINANCEMENT DES PROJETS TOURISTIQUES

Les investisseurs réclament des allègements

Le président de la Fédération nationale de l'hôtellerie et du tourisme (FNHT), Boulfkhad Abdelwahab, a interpellé les pouvoirs publics sur la situation du financement des projets d'investissement dans l'hôtellerie. Pas moins de 450 hôtels sont en difficulté de paiement. Ils risquent d'être saisis par les banques.

Par Zahir R.

Pour la simple raison, les propriétaires n'arrivaient pas à rembourser leurs crédits et à honorer leurs engagements auprès des banques. « Nous interpellons les pouvoirs publics afin de prendre des décisions courageuses et remédier à cette situation dont ses répercussions seront néfastes sur le développement d'un secteur considéré comme étant un levier de croissance pour l'économie nationale », a lancé Boulfkhad lors de son passage hier au «Forum d'El Moudjahid». Ces investisseurs et opérateurs touristiques ne demandent pas l'effacement de leur dette, dira-t-il, mais une révision à la baisse des taux d'intérêt appliqués par les banques et l'augmentation des délais de remboursement. Actuellement, le délai de remboursement est fixé à 7 ans.Ces investisseurs et opérateurs touristiques ne demandent pas l'effacement de leur dette, dira-t-il, mais une révision à la baisse des taux d'intérêt appliqués par les banques et l'augmentation des délais de remboursement. « Il est pratiquement impossible de rembourser le crédit d'un délai de 7 ans. Nous en tant que professionnels du secteur, nous demandons la réduction des taux d'intérêt et l'allègement des calendriers de remboursement de crédits et de les porter a entre 15 et 22 ans», a-t-il souligné, en indiquant que

« les banques nous considèrent comme des industriels, alors que l'investissement dans une infrastructure d'hôtellerie ne pourrait être rentable qu'après plusieurs années d'exploitation ». D'ailleurs, c'est à cause de cette problématique que les prix des prestations touristiques sont excessivement chers dans notre pays, précise pour sa part Abdelatif Hmamd, représentant de FNHT de la wilaya d'Alger. Donc, un travail reste à faire dans le domaine du financement des projets touristiques et surtout pour l'augmentation du parc hôtellerie. Selon le président de la FNHT, « la capacité d'accueil est de 148 270 lits ». C'est un chiffre important, mais qui reste insuffisant, notamment durant l'été où la demande dépasse de loin l'offre. Donc des investissements sont encore à consentir dans le domaine de réalisation de nouvelles infrastructures. Un chantier de réformes est ouvert au niveau du ministère du Tourisme afin de trouver une solution à cette problématique qui pèse lourdement sur le développement et la promotion du secteur, a annoncé Terguini Abdelhamid, directeur de l'aménagement touristique au ministère. « Nous sommes en discussion avec le ministère des Finances pour apporter des allègements aux investisseurs touristiques, en considérants les projets dans ce domaine comme spécifique. Un chantier de réformes est ouvert au niveau de notre département

pour la révision de l'arsenal juridique», affirme-t-il. Pour l'intervenant, un projet d'hôtellerie ne pourrait être rentable qu'après 7 ans de son début d'exploitation. « Il faut que les banques suivent», dira-t-il. Le représentant du ministère du Tourisme a indiqué que son département a tracé une stratégie ambitieuse pour la relance du secteur du tourisme en Algérie, d'autant que tous les ingrédients sont réunis pour redynamiser la destination Algérie. Il a fait savoir que des efforts sont en cours de combler le déficit en matière d'hébergement, dont un plan pour la réhabilitation et modernisation des complexes touristiques publics réalisés durant les années 70 et également des investissements de la part du secteur privé, dont entre 50 à 60 hôtels sont réceptionnés chaque année, soit une capacité d'accueil supplémentaire de 6000 à 7000 lit/an. «Nous sommes un peu plus de la moyenne mondiale qui est de 4000 lits/an. Donc, nous sommes bien partis pour rattraper le retard consenti dans le domaine de l'accueil. Il nous reste un travail à faire en matière de la formation et amélioration de la qualité de service et également promouvoir la destination Algérie. Nous devons intensifier nos présences aux foires et événements internationaux pour faire connaître les potentialités de l'Algérie. Actuellement, nous ne sommes pas visibles sur la carte touristique mondiale», conclut-il.

LIGNE FERROVIAIRE MINIERE DE L'EST

Relance des travaux du projet de modernisation

L'année 2023 a connu une relance des travaux du projet de doublement, de rénovation, de modernisation et d'électrification de la ligne ferroviaire minière de transport du phosphate de Bled El Hadba (Tébessa) traversant quatre wilayas de l'Est: Tébessa, Souk Ahras, Skikda et Annaba sur 388 km. La partie située dans la wilaya de Tébessa de cette ligne ferroviaire et reliant sur 177 km djebel El Onk à Oued Kebrit aux limites de la wilaya de Souk Ahras avance à un rythme satisfaisant avec un taux d'avancement des travaux de 83,6 %, a affirmé à l'APS le wali de Tébessa Saïd Khelil. Le chef de l'exécutif local a assuré que les trois chantiers de ce projet structurant sont en cours de renforcement pour parachever les travaux restants et en permettre la réception au cours du premier trimestre de l'année prochaine. Appelée à ouvrir des perspectives prometteuses de développement économique de la wilaya dès son entrée en phase opérationnelle en 2024, cette ligne permettra le transport de 10 millions tonnes de phosphate par an des deux mines de djebel El Onk et Bled El Hadba (extrême Sud de Tébessa) vers les complexes et usines de traitement des wilayas de Tébessa, Souk Ahras et Skikda, avant son exportation depuis le port d'Annaba, a souligné le même responsable. Cette ligne a été renforcée de 12 stations de transport de voyageurs, de marchandises et de produits miniers, a relevé M. Khelil.

Dans le même contexte, les chantiers de modernisation, doublement et de correction du projet de tronçon de cette ligne entre Bouchegouf (Guelma) et le port d'Annaba sur 54 km, sont étroitement suivis par les autorités locales en vue de sa réception dans les délais fixés à 30 mois courant depuis août dernier, date de son lancement. Ce tronçon est l'un des quatre composants de cette ligne minière s'étendant sur 388 km à l'Est du pays, selon la fiche technique de l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF). Ce tronçon, confié à un conglomérat d'entreprises dirigées par le groupe public Cosider, comprend la réalisation de plusieurs ouvrages d'art dont trois grands ponts de 320 mètres, deux tunnels de 1.850 mètres de long et 30 ponts routiers, selon la fiche technique.

Projet à perspectives socioéconomiques prometteuses

L'APS a constaté, lors des différentes visites de la wali de Guelma, Houria Aggoune, le suivi des travaux de ce tronçon, la mobilisation de toutes les conditions pour le bon déroulement des chantiers et la levée des éventuelles entraves. Le projet connaît des opérations de libération du tracé et passages, de transfert des divers réseaux et l'ouverture de la galerie de passage du chemin de fer entre les frontières

de la commune de Bouchegouf (Guelma) jusqu'à la limite de la commune de Chihani (wilaya d'El Tarf), outre l'opération d'expropriation pour cause d'utilité publique et d'indemnisation des propriétaires de biens et exploitations agricoles. Les représentants des entreprises de réalisation ont fait part au wali, lors de sa dernière visite de terrain, du prochain passage au système de travail 3x8 pour hâter la cadence des travaux au niveau des chantiers des tunnels et ponts. Il est attendu le lancement prochain du tronçon du projet dans les wilayas de Souk Ahras, Annaba et Skikda. Outre le transport annuel de 10 millions tonnes de phosphate de Bled El Hadba, le projet ouvrira, à terme, des perspectives économiques prometteuses pour Tébessa et renforcera le transport ferroviaire de voyageurs et de marchandises dans plusieurs wilayas de l'Est du pays. Le projet assurera, en outre, des revenus annuels de deux milliards de dollars issus de l'extraction du phosphate brut de la mine de Bled El Hadba, son traitement et son exportation vers les marchés internationaux dans le cadre d'un partenariat algéro-chinois. Cette ligne minière favorisera aussi le développement des localités frontalières par la création de plus de 14.000 emplois au profit des habitants des wilayas concernées ainsi que l'extension et la diversification des activités économiques et commerciales à l'échelle locale et nationale.

INDUSTRIE MILITAIRE ALGÉRIENNE

Un pilier essentiel de la densification du tissu industriel

Selon des spécialistes, l'industrie militaire devrait atteindre 11,9 milliards de dollars en 2023, avec des dépenses atteignant 12,1 milliards de dollars d'ici 2025. De ce fait, de regard de notre industrie militaire, notre tissu industriel, s'en trouve grandement amélioré.

Par Reda Hadi

À l'aube des années 2000, l'industrie militaire était «modeste et non concurrente». De nos jours, c'est un véritable acteur de développement. A ce sujet, les entreprises industrielles relevant de l'Armée nationale populaire (ANP) ont réussi à densifier le tissu industriel algérien, après avoir étendu leur champ d'intérêt aux besoins de l'Armée, des corps communs et du marché local en général, ce qui a valu à l'industrie militaire d'être saluée par le président algérien, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de l'inauguration de la 31e édition de la Foire de la production algérienne (FPA) qui s'est clôturée samedi au Palais des expositions.

Dans une déclaration à l'APS, le Lieutenant-colonel représentant l'Etablissement de développement de l'industrie automobile à Tiaret a mis en exergue les réalisations de cette entreprise économique relevant de l'ANP, spécialisée dans la conception, le développement, la production, la commercialisation et la garantie des services après-vente pour les camions, les remorques, les semi-remorques, les véhicules utilitaires, les véhicules multifonctionnels, les bus et les véhicules de transport de personnel. L'entreprise commercialise ses produits sous les marques « Mercedes-Benz » et de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI), a-t-il dit, ajoutant que sa participation à la Foire visait à présenter aux visiteurs les nouveautés de 2023, tels que l'ambulance, la clinique dentaire mobile, le camping-car, le food-truck, le véhicule 4x4 et le véhicule de transport de VIP. Il a souligné que la plupart des équipements de ces véhicules « sont fabriqués localement », notant que l'entreprise s'employait à présenter de nouveaux produits chaque année et d'augmenter le taux d'intégration, en coopération avec différents opérateurs dans le cadre de la sous-traitance, l'objectif étant de « contribuer au tissu industriel algérien, réduire la facture d'importation et créer des emplois ».

Pour sa part, le capitaine représentant le Complexe de développement de l'industrie mécanique a déclaré à l'APS que l'entreprise assurait via ses filiales, la fabrication des différentes pièces mécaniques demandées par les secteurs public et privé. Le Complexe compte 8 filiales aux activités complémentaires et un Institut de formation dans la fabrication des pièces mécaniques et les techniques des véhicules et moteurs. Le Capitaine a souligné, dans ce contexte, que le Complexe produisait des moteurs avec l'autorisation des marques allemandes Deutz-Daimler-MTU. Il produit également des moteurs 100% algériens à refroidissement par air, utilisés dans les véhicules et les camions militaires, ainsi que dans les groupes électrogènes. Dans son stand, le Complexe a présenté des modèles de moteurs produits localement, ainsi que des pièces de rechange. «Nous sommes prêts à collaborer à l'avenir avec toute marque activant dans le domaine de la production de véhicules en Algérie dans lequel nous assurons justement la sous-traitance de différentes pièces mécaniques, mais aussi à contribuer au développement de l'industrie automobile algérienne», a-t-il ajouté. Quant à la Base centrale logistique (BCL) relevant de la Direction centrale du matériel, cet établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) assure la réparation, la rénovation et la moderni-

sation d'équipements militaires, outre la fabrication des pièces de rechange du secteur industriel, notamment celui du pétrole et des machines industrielles, selon les explications fournies à l'APS par le Colonel, Directeur de production au sein de la BCL. Le principal objectif de la BCL, a-t-il poursuivi, est de "renforcer le tissu industriel algérien à travers la fabrication des pièces de rechange demandées par les entreprises nationales pour leurs équipements à l'instar des roues dentées, et ce, dans le cadre de la politique de l'Etat visant à réduire la facture d'importation". En outre, le Colonel a souligné que la BCL assurait également différents types de travaux à l'instar de la maintenance des groupes électrogènes, précisant que la Base disposait d'un bureau d'études et d'un laboratoire qui garantissent une fabrication de haute qualité. «Nous avons un défi à relever, celui d'augmenter le taux d'intégration locale», a-t-il conclu. Pour tous les spécialistes, la dynamique de professionnalisation enclenchée par le haut commandement de l'ANP, en parallèle à une modernisation tous azimuts, se réalise à grands pas depuis plusieurs années. Pour promouvoir une industrie militaire locale puissante, l'ANP a posé une «logique de création de pôle d'excellence». Évidemment, les compétences et autres cadres militaires formés dans les différentes institutions militaires assurent cette «inflexion progressive des activités de formation et de recherche vers la maîtrise des besoins en connaissances». La mise en œuvre de ces pôles concerne plusieurs secteurs, tels le domaine de l'industrie mécanique, l'aéronautique, la construction navale et l'électronique. L'ANP s'inscrit dans la démarche de l'Etat de réduire les importations.

ÉLECTROMÉNAGER

Les fabricants locaux créent une véritable base industrielle

Par R. E.

Les fabricants d'appareils électroménagers et électroniques ont réussi, ces dernières années, à créer une véritable base industrielle avec des matières premières algériennes, notamment après le lancement de la 1ère usine de production de compresseurs de réfrigérateurs. Les entreprises de fabrication d'appareils électroménagers et électroniques ont saisi l'occasion de leur participation à la 31e édition de la Foire de la production algérienne (FPA), clôturée samedi après-midi au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), pour mettre en avant tous les efforts qu'elles ont déployés pour s'adapter aux orientations des hautes autorités, à leur tête le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, concernant l'augmentation des taux d'intégration et l'utilisation des matières premières locales, en veillant à garantir la qualité des produits.

En visitant le stand de l'entreprise Condor, lors de l'inauguration de la FPA, à la mi-décembre, le président de la République avait salué les efforts déployés par les compétences algériennes pour augmenter

le taux d'intégration dans l'industrie, ainsi que les "efforts des industriels honnêtes qui se sont adaptés à la nouvelle politique nationale et grâce auxquels des devises sont économisées". L'entreprise avait saisi l'occasion de la présence du président de la République pour annoncer le lancement de la 1ère usine de fabrication de compresseurs de réfrigérateurs en Algérie, avec une capacité de production de 4 millions d'unités/an, «ce qui permettra de couvrir la demande locale, estimée à 1 million d'unités, et d'exporter 3 millions d'unités», a affirmé à l'APS le Directeur général adjoint du groupe Condor, Mohamed Salah Daas.

M. Daas a expliqué que les pièces métalliques nécessaires à la fabrication des réfrigérateurs, des lave-linge et autres appareils électroménagers seront produites localement dans le cadre d'un partenariat avec le complexe sidérurgique Tosyali, qui commencera à produire de l'acier plat à partir de l'année prochaine, ce qui permettra de "réduire le prix des produits localement" et d'augmenter la compétitivité du produit algérien sur les marchés extérieurs.

«Les taux d'intégration varient entre 45 et

85%. Nous avons créé une base industrielle et une base d'exportation de l'Algérie vers les pays africains, le Golfe et même l'Europe», a-t-il dit, soulignant que l'adhésion de l'Algérie à l'Initiative du commerce guidé, dans le cadre de la mise en œuvre effective de l'Accord de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), ouvrira de nouveaux marchés aux produits algériens.

Dans une déclaration à l'APS, la chargée de communication de la société Brandt, Fatima Souassi, a mis en avant le succès de la société dans la fabrication de la plupart des pièces des machines à laver, des fours, des réfrigérateurs, des appareils électroménagers, des téléviseurs et des climatiseurs, tels que les pièces métalliques et plastiques et les cartes mères qui sont exportées. Mme Souassi a indiqué que la société a atteint un taux d'intégration de 70% dans la fabrication des réfrigérateurs et de 80% dans les machines à laver, avec un objectif de 90%, soulignant que les produits de la société étaient exportés vers plusieurs destinations, notamment les pays africains et les pays arabes.

Pour sa part, l'entreprise Iris œuvre à travers ses investissements à «stimuler la

production locale et à jouer un rôle clé dans le développement de l'industrie de l'électroménager», selon la Directrice de l'information de cette entreprise, Kahina Arhab, qui a mis en exergue la réalisation de taux d'intégration élevés concernant différents produits «de haute qualité qui rivalisent avec les marques mondiales». S'agissant de la marque Maxtor, présente sur le marché depuis plus de 20 ans, le Directeur des comptes principaux de l'entreprise, Mohamed Boulaouat a affirmé que l'entreprise avait augmenté son utilisation des matières premières locales, ce qui a permis d'augmenter le taux d'intégration en matière de climatiseurs jusqu'à 60%, à titre d'exemple, un taux que nous ambitionnons d'augmenter en 2024.

Dans ce cadre, M. Boulaouat a révélé que Maxtor collaborait avec de nombreuses entreprises algériennes pour assurer la disponibilité des matières premières utilisées dans la production d'appareils électroménagers, soulignant que «la qualité du produit a permis à l'entreprise de l'exporter vers la Mauritanie, en envisageant une expansion au Mali, au Sénégal et au Zimbabwe».

Par R. E.

2e FESTIVAL NATIONAL DES JEUNES DÉVELOPPEURS À MASCARA

Participation de plus de 150 jeunes de 14 wilayas

Le camp de jeunes de la commune de Nesmoth (Mascara) abritera, à partir de dimanche, la 2e édition du festival national des jeunes développeurs, placé sous le slogan "Richesse et développement", a-t-on appris samedi auprès des organisateurs.

Initiée par la direction de la jeunesse et des sports en collaboration avec les associations des jeunes de créativité audiovisuelle de Mascara et l'Office des établissements de jeunes (ODEJ), verra la participation de plus de 150 jeunes de 14 wilayas ayant confirmé à ce jour leur participation, a souligné, à l'APS, la cheffe de service activités de jeunes à la direction, Karima Faham.

Le programme de ce festival de quatre jours comporte une exposition sur les réalisations des participants dans le domaine de l'informatique, logiciels, conception d'affiches de sensibilisation, des ateliers de formation sur l'élaboration de logiciels "e. commerce", de contenus éducatifs destinés aux jeunes, de programmation de conférences traitant de la création de contenu, la conception graphique utilisant des techniques d'intelligence artificielle et diverses utilisations de l'intelligence artificielle.

Un concours est également prévu pour la meilleure conception d'une interface électronique de sensibilisation des jeunes, en plus d'organiser une visite aux sites relatant la résistance de l'Emir Abdelkader contre l'armée française d'occupation dans la région, selon la même source.

L'organisation de cette manifestation a pour objectif de mettre en valeur les réalisations des jeunes participant dans le domaine du développement de logiciels et les fondements d'informatique et du design automatisés, d'affiches et interfaces électroniques, en plus de créer un espace d'échange d'expertises et d'expériences et les encourager à accéder au monde des start Up, selon Mme Faham.

R. E.

TINDOUF/2023

Des projets prometteurs pour renforcer l'industrie minière et le transport ferroviaire

La wilaya de Tindouf a connu l'année 2023 qui s'achève une avancée remarquable en matière d'industrie minière et de transport caractérisée par le lancement des projets d'exploitation du gisement minier de Gara-Djebilet et d'extension sur 950 km de la ligne ferroviaire Tindouf-Béchar en application des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. L'exploitation effective du mégaprojet minier structurant de Gara-Djebilet permettra l'impulsion d'une dynamique nouvelle aussi bien dans le Sud-ouest du pays qu'à travers l'ensemble du territoire national, avait souligné par le Président de la République, lors de sa dernière visite de travail dans la wilaya de Tindouf. La valorisation de ce mégaprojet, appelé à booster le secteur minier, devrait satisfaire le marché local en fer et produits sidérurgiques, et assurer, par conséquent, une autonomie nationale en produits sidérurgiques, en plus de la création d'autres projets annexes structurants et l'éventuelle exportation, après satisfaction du marché local, des produits industriels finis et semi-finis. Qualifié par des experts et économistes de "plus grand investissement minier en Algérie depuis l'indépendance", car riche en réserve de près de 3,5 milliards de Tonnes de fer, le gisement de Gara-Djebilet devrait générer, dans une première phase, près de 3.000 emplois, en plus de la création d'autres métiers annexes et richesses. Outre la consolidation des capacités de valorisation et d'exploitation des potentialités naturelles pour le développement de l'industrie lourde, cet ambitieux projet devrait générer 15.000 emplois, sur une main d'œuvre prévisible de 20.000 travailleurs, a indiqué le ministère de l'Energie et des Mines. Selon des études fournies, le gisement minier devrait également étoffer les activités minières et l'exploitation optimale de ces richesses nationales, à la faveur de la réunion des conditions favorables à l'investissement dans ce créneau, notamment le cadre réglementaire nécessaire aux activités minières, l'établissement des schémas et données sur les ressources minières et des programmes de recherches minières à l'effet de mettre en valeur les gisements miniers locaux. Les données préliminaires font ressortir l'extraction, depuis le lancement de cette expérience, de plus de 200.000 tonnes de minerai de fer à être acheminé vers la wilaya de Béchar avant d'atteindre le port d'Arzew (Oran), a fait savoir le chef du projet de Gara-Djebilet, Mahmoud Boukerrouma, avant de faire part du lancement, en 2024, du projet de réalisation d'une unité de traitement de ce minerai brut. Dans le but de réunir les conditions nécessaires au bon fonctionnement de ce projet d'envergure, l'on relève que le groupe Sonelgaz a dévoilé le lancement d'études techniques pour la réalisation d'une centrale solaire dans la région de Gara-Djebilet d'une capacité 200 mégawatts (MW) qui devra couvrir les besoins en énergie de la mine de Gara Djebilet et des régions avoisinantes en application des instructions du Président de la République et en concrétisation de la politique de transition énergétique du pays visant à développer les énergies renouvelables et à diversifier le mix énergétique. Selon des responsables de la Sonelgaz, cette centrale, dont les travaux de réalisation seront lancés durant le premier trimestre 2024 pour un délai de réalisation de 18 à 24 mois, sera dotée d'un système de stockage d'énergie avant d'être raccordée également au réseau d'électricité de la wilaya de Tindouf.

LAGHOUAT

Réception de la gare ferroviaire de marchandises fin janvier 2024

La gare ferroviaire de marchandises de Laghouat sera réceptionnée fin janvier prochain (2024), a annoncé samedi à Laghouat le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana, en visite de travail dans la wilaya.

Relevant de la Société nationale des transports ferroviaires, cette gare qui a atteint un taux d'avancement de 80%, "est appelée à booster la dynamique économique dans la région, alléger le trafic sur les routes nationales et réduire, par conséquent, les accidents de circulation", a souligné le ministre. M. Zahana a fait savoir à l'occasion que la ligne ferroviaire reliant Laghouat à Bouguezzoul (Médéa), mise en service il y a deux mois, enregistre un grand mouvement des passagers traduisant, ainsi, l'utilité économique du projet", sachant que "le prix de billet est subventionné par l'Etat à hauteur de 50%". Le ministre a, à cette occasion, inspecté la gare routière de La-



ghouat "Moudjahid Ben-M'barek Tahar" où il a reçu des explications des représentants de la Société d'exploitation et de gestion des gares routières en Algérie (Sogral) relevant du groupe des transports terres-

tres des voyageurs (Transtev). Mise en service en 2018, cette structure de voyageurs, employant 20 personnels, assure 21 longues dessertes, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.

Occupant une surface de 4,2 ha, dont une superficie bâtie de 5.000 m2, cette structure, réalisée pour un montant de 650 millions DA, dispose de deux salles d'attente, autant d'autres d'embarquement et des guichets de réservation. Le ministre a procédé, à cette occasion, à l'inauguration, au niveau de la gare routière de Laghouat, du service de réservation électronique permettant au voyageur d'avoir son ticket de voyage, sans se rapprocher de la gare, via sa carte interbancaire (CIB). M.Zahana a, au terme de sa visite, inspecté la gare ferroviaire de la commune de Sidi-Mekhlouf, 40 km au nord de Laghouat.

2023 À BEJAIA

Mise en chantier du gisement de zinc et plomb de Tala Hamza-Oued Amizour

La mise en chantier de l'usine de traitement du zinc et plomb de Tala Hamza-Oued Amizour en novembre dernier, a imprégné l'année 2023 à Bejaia et marqué concrètement le début de la réalisation de ce projet minier qui aura attendu 17 ans pour se voir se concrétiser. Il aura fallu un effort particulier ces deux dernières années pour sortir le projet de l'ornière administrative et technique dans laquelle il s'était enfoncé près de deux décennies, et permettre ainsi son avènement avec tous les impacts positifs attendus après sa mise en production. En effet, le projet de zinc et de plomb Tala Hamza-Oued Amizour qui s'étend sur une superficie de 23,4 hectares, dispose de l'une des plus grandes réserves mondiales en la matière et fait partie des projets miniers structurels et prometteurs du pays. Au-delà de toutes ses multiples retombées, le projet est d'envergure mondiale et son importance économique est de nature à "positionner l'Algérie sur le marché international", avait affirmé en novembre dernier, lors de la pose de la première pierre de l'usine, le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, qui a estimé que la mise en exploitation du gisement va "renforcer les performances du secteur des mines et la création d'une valeur ajoutée en soutien aux efforts de diversification de l'économie nationale". Les études de risque et d'impact sur l'environnement ont été réalisées respectivement en septembre 2022 et janvier 2023, et des mécanismes ont été mis en place pour encourager la recherche, la prospection, l'exploitation et la promotion des entreprises versées dans l'industrie minière et développer le secteur des industries extractives. Des mesures "strictes" ont été prises pour protéger l'environnement des éventuels impacts du projet, ont rassuré le ministère de l'énergie et des mines, et celui de l'En-

vironnement.

Les technologies modernes utilisées dans ce projet permettent d'entamer les travaux avec toute la sécurité nécessaire et le respect de l'environnement, grâce à l'engagement des opérateurs et un suivi régulier du respect des normes de sécurité et environnementales depuis la préparation du gisement jusqu'à l'exploitation, avait expliqué M. Arkab. Après l'aménagement, la construction et la qualification du site de l'usine, implantée aux abords de la RN.75 (Bejaia-Sétif, par Amizour) et à moins de 20 KM du port de Bejaia, dans un délai n'excédant pas 24 mois, l'ouvrage est conçu pour "accéder aux normes de qualité compatibles avec les exigences les plus pointues du marché mondial", a souligné Mériem Touati, directrice de la Western Mediterranean Zinc (WMZ), une joint-venture algéro-australienne, détentrice du permis d'exploitation du gisement depuis 2006. Le président directeur général de la société minière Australienne Terramin Australia Limited, partenaire du projet avec le groupe algérien Sonarem, M. Feng Cheng, estime que "cette mine sera un modèle de référence dans le domaine de l'industrie minière".

Une opportunité pour l'Algérie d'améliorer ses plus values

Au-delà des technologies à mettre en place pour l'extraction et le traitement des minéraux, le gisement tranche et impose avec son envergure, avec une réserve globale établit à 54 millions de tonnes de minerais dont 34 millions de tonnes exploitables sur une durée de vie de 20 ans. Ses gestionnaires prévoient d'en extraire deux (2) millions de tonnes par an, dont 170.000 tonnes de concentré de zinc et 30.000 tonnes de plomb, passibles d'augmentation, notamment pour le zinc, ciblé pour fournir des performances lorsque

l'usine aura atteint sa vitesse de croisière, allant jusqu'à 250.000 tonnes, selon plusieurs experts qui le placent "parmi les cinq plus grands gisements du monde". La réalisation de ce projet dont le coût est estimé à 471 millions USD, passera par trois étapes principales. La 1ère concernera la construction de la mine et de l'usine en 2 à 3 ans, tandis que la deuxième sera consacrée à la mise en exploitation de la mine pour 19 ans. Lors de la 3ème phase, il sera procédé à la fermeture et à la réhabilitation du site exploitée pour une durée de 5 ans. Par un heureux hasard, la mise en chantier du gisement intervient dans un contexte marqué par une stagnation, voire une progression lente de la production mondiale, selon les experts réunis en octobre dernier à Bejaia à l'occasion d'un colloque national sur le gisement Tala-Hamza-Amizour. Les experts avaient expliqué la tendance par la fermeture de plusieurs gisements arrivés à terme, notamment en Australie, la multiplication des usages à base de zinc qui, en plus de la galvanisation de l'acier, prépondérant, gagne en application dans les composés chimiques et les pièces moulées sous pression, et qui renforcent la demande globale et dont la conjonction a conduit à la hausse des prix. "C'est une opportunité pour l'Algérie d'améliorer ses plus values", a-t-on estimé, soulignant avec force, voire enthousiasme, l'importance de ce projet qui, pour M. Arkab, entre "dans le cadre du développement du secteur minier et de la relance des activités en rapport". Son entrée en exploitation vers 2026, selon les estimations de WMZ, va s'accompagner d'une création de quelque 1.000 postes de travail directs et 4.000 autres indirects, et d'une mise en place d'un large système de formation professionnel, dont une partie prise en charge par l'université.

CONJONCTURE

Les investisseurs étrangers se méfient des pays émergents

L'état se resserre. Le probable défaut de paiement de l'Éthiopie, après la Zambie, le Ghana et le Sri Lanka ne sera sans doute pas le dernier. Mercredi, la Banque mondiale a de nouveau tiré la sonnette d'alarme sur l'évolution de l'endettement des pays en développement.

Un fardeau qui ne concerne pas seulement les pays les plus pauvres de la planète. Même les grands pays émergents ne sont pas à l'abri d'un accident dans les prochains mois. Le rapport annuel de l'institution multilatérale, publié mercredi, et l'étude de Global Sovereign Advisory dévoilée jeudi sont plutôt alarmistes. Dans son rapport, l'institution multilatérale souligne qu'en 2022, le service de la dette externe d'une centaine de pays dits « à revenu faible et intermédiaire » a atteint le niveau record de 443,5 milliards de dollars. « Les coûts du service de la dette publique et garantie par l'Etat devraient augmenter de 10 % pour tous les pays en développement au cours de la période 2023-2024, et de près de 40 % pour les pays à faible revenu », indique Indermitt Gill, le chef économiste de la Banque mondiale. Les capitaux étrangers manquent Non seulement les coûts augmentent mais les financements s'assèchent. Les investisseurs privés se détournent de plus en plus de ces pays. En 2022, pas moins de 185 milliards de dollars ont été retirés. « C'est la première fois depuis 2015 qu'ils retirent plus de fonds qu'ils n'investissent dans les pays en développement », alerte l'institution multilatérale. Pour mémoire, l'année précédente avait enregistré 556 milliards de dollars d'entrées de capitaux.

Sur les marchés internationaux, les nouvelles émissions d'obligations des quelque 100 pays les plus vulnérables sont tombées à 114 milliards de dollars l'an dernier. C'est moitié moins que le niveau observé en 2021. Pour combler ces écarts, les banques multilatérales ont redoublé d'efforts en fournissant, en 2022, un montant record de 115 milliards de dollars de nouveaux financements. Près de la moitié provenait de la Banque mondiale. Sa filiale spécialisée dans l'aide aux pays pauvres – l'Association internationale de développement – a ainsi triplé en dix ans ses financements. Le mur de la dette plus important que prévu Si les capitaux privés viennent à manquer, bon nombre de pays auront des difficultés à refinancer la dette qui vient à échéance. Le problème va rapidement se poser. En dix ans, les dettes se sont accumulées. « Depuis 2013, la dette publique des économies émergentes et en développement a presque doublé, passant de 37 % à 67 % du PIB », confirme Julien Marcilly, chef économiste de Global Sovereign Advisory. Grâce au recours des marchés financiers. « Annoncé depuis longtemps, le « mur de la dette » sera en fait plus important que prévu. Les volumes à refinancer resteront élevés jusqu'en 2028 », avertit Julien Marcilly. Selon son étude, près d'un tiers de l'encours de la dette de marché arrivera à échéance d'ici à fin 2025. Sept des 85 pays étudiés devront refinancer plus de la moitié de leur dette au cours de cette période. C'est notamment le cas de l'Éthiopie (97 %), de la Gambie (78,8 %), du Tchad (76 %) et du Zimbabwe (58 %). L'Égypte, la Jordanie, le Pakistan et la Thaïlande sont particulièrement vulnérables à un défaut de paiement.

La croissance met l'Égypte à démographique à l'épreuve

Avec ses 106 millions d'habitants, l'Égypte ne dispose pas de suffisamment de ressources ni d'emplois pour répondre aux be-



soins de sa population.

« J'aimerais avoir deux enfants mais pas plus », estime Yasmine, 22 ans. A la différence de ses parents lui ayant donné quatre frères et sœurs, cette étudiante à l'université encore célibataire pense que « les mentalités ont un peu changé » et préférerait « avoir moins d'enfants pour leur offrir un meilleur avenir », explique-telle depuis l'un des souks très fréquentés du centre-ville du Caire. Elle espère en tout cas ne pas avoir à mettre entre parenthèses sa future carrière. Yasmine relaie, en fait, le slogan « Itnein kafaya » (« Deux, ça suffit ») du gouvernement lorsqu'il a lancé, en 2020 sa campagne de planification familiale pour tenter d'enrayer l'explosion démographique en Égypte. La promotion des moyens de contraception a déjà fait baisser le taux de fécondité de 3,5 à 2,9 enfants par femme entre 2015 et 2021, selon les dernières données de l'Agence centrale pour la mobilisation du public et pour les statistiques (Capmas). « L'Égypte semble avoir repris sa transition démographique, stoppée par une hausse de la fécondité au moment de la révolution du 2011 », observe Anne Goujon, démographe à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, en Autriche. Avec près de 106 millions d'habitants, dont deux tiers de moins de 30 ans, l'Égypte reste cependant le pays arabe le plus peuplé. Sa population continue chaque année d'augmenter. Le pays compte ainsi 1,5 million d'habitants de plus aujourd'hui que fin 2022. Une véritable bombe à retardement Une surpopulation perçue comme une véritable bombe à retardement, alors que la plupart des habitants se concentrent, tout comme les terres agricoles, sur 7 % du territoire dans la vallée du Nil et le Delta, le reste étant désertique. L'Égypte importe ainsi environ 40 % de ses besoins alimentaires, en particulier en blé. Une dépendance qui a montré ses limites lors de l'invasion russe en Ukraine. Les ressources en eau du pays, équivalentes à 560 mètres cubes par an par personne en 2021, sont déjà inférieures au seuil international de pénurie d'eau, défini à 1.000 mètres cubes. Les eaux du Nil, principale ligne de survie du pays, sont menacées par le barrage de la Renaissance en Éthiopie. En plus de la pression exercée sur des services de santé et d'éducation déjà surchargés, l'entrée

chaque année sur le marché du travail de quelque 800.000 jeunes représente une véritable angoisse pour Le Caire. Le taux de chômage des 20-24 ans s'élevait ainsi à près de 20 % en 2021, selon l'Unicef, la catégorie la plus touchée étant paradoxalement celle des diplômés de l'enseignement secondaire. La baisse de la fécondité est ainsi l'un des principaux défis du président Sissi, au pouvoir depuis un coup d'Etat en 2013 et en lice pour un troisième mandat jusqu'en 2030. « Faire baisser ce taux drastiquement est difficile du fait du nombre important de femmes aujourd'hui en âge fécond, c'est ce qu'on appelle l'inertie démographique », analyse Anne Goujon.

L'Éthiopie va faire défaut

Le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique n'a pu honorer une échéance lundi soir et rejoint donc la Zambie et le Ghana parmi les pays du continent déclaré en défaut de paiement. L'Éthiopie va devenir le prochain pays africain à faire défaut sur sa dette, après la Zambie en 2020 et le Ghana en janvier dernier. Elle n'a pu régler lundi dernier une échéance sur une émission obligataire en devise. Un défaut sur une somme relativement modeste (33 millions de dollars d'intérêts) mais un défaut tout de même sur le plan technique. L'Etat éthiopien bénéficie encore d'une période de grâce de deux semaines avant d'être déclaré officiellement en défaut de paiement. Ce qui paraît inévitable, puisqu'Addis-Abeba a prévenu ses créanciers qu'il ne « serait pas en position » d'honorer cette échéance en raison de la « fragilité de sa position financière extérieure » et le faible niveau de ses réserves de change. La chute de l'enfant chéri des investisseurs La situation financière de l'Éthiopie s'est dégradée en raison de la guerre civile déclenchée en novembre 2020 entre la minorité tigréenne et le gouvernement fédéral. Un cessez-le-feu a été signé en novembre 2022 mais la situation politique demeure tendue. L'économie a aussi été déstabilisée par la pandémie, le repli des cours de certains produits d'exportation et un épisode de sécheresse sans précédent depuis quarante ans. L'Éthiopie, deuxième pays le plus peuplé d'Afrique avec 132 millions d'habitants, a longtemps été l'enfant chéri des in-

vestisseurs, occidentaux comme chinois, en raison de sa base industrielle solide et d'un cadre juridique et institutionnel attractif. Elle était alors surnommée « la Chine de l'Afrique » en raison de sa croissance phénoménale, de 10 % par an durant la décennie écoulée et encore 7,9 % en 2022-2023. Troisième pays africain à mordre la poussière Cela renvoyait aussi à son modèle de développement : un secteur privé façonné et régulé par l'Etat et une croissance fondée sur les chantiers d'infrastructures. Les régions rurales profitaient peu de cet essor concentré sur quelques secteurs : textile, maroquinerie, horticulture et café. « Pas surprenant que cet ancien enfant chéri des marchés financiers se retrouve en difficulté. Son modèle de décollage économique était très gourmand en importations de biens d'équipements », explique Thierry Apoteker, directeur du cabinet d'analyse TAC Economics. D'où un déficit de la balance des paiements qui se traduit par un niveau très bas de liquidités pour l'Etat. Le refinancement de la dette est par ailleurs très vulnérable à toute remontée des taux. Trois incidents depuis 2020 sont ainsi venus rappeler la fragilité des pays émergents, sans effets domino pour autant. La Zambie a « rouvert le bal », suivie par le Ghana, à l'économie pourtant citée comme prometteuse mais déstabilisée par le repli du cours des matières premières. Le Sri Lanka, plongé dans une crise d'ampleur après avoir voulu se passer d'engrais et pesticides, a aussi fait défaut en avril 2022. Les négociations de la Zambie et du Ghana avec leurs créanciers privés (Club de Londres) et publics (Club de Paris) sous l'égide des organismes financiers internationaux devraient toutefois aboutir à une restructuration partielle de leur dette. Les termes de renégociations proposés par Addis-Abeba ne semblent d'ailleurs pas très éloignés des attentes des marchés, puisque le cours des obligations éthiopiennes a progressé depuis lundi. L'Éthiopie propose une baisse des intérêts payés sur sa dette, de 6,62 à 5,25 % en moyen - ne, sans exiger de perte en capital de la part de ses créanciers. La plupart des échéances seraient ainsi reportées sur la période 2028-2032.

Source : Les Echos

TUNISIE

Le prêt-à-porter et les chaussures sont les produits les plus promoteurs en Afrique

Selon une étude sur l’offre exportable tunisienne dans le cadre de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAf), le prêt-à-porter et les chaussures figurent parmi les produits promoteurs de la Tunisie en Afrique à moyen-terme (en 2027). Certains produits ne seraient plus à fort potentiel (certains produits alimentaires, en papier et articles en céramiques...), qu’auparavant, et devraient être remplacés, tandis que le potentiel demeure le même pour d’autres (certains produits électriques, chimiques et minéraux...). Le Potentiel d’exportation inexploité de la Tunisie vers l’Afrique en 2027 est de l’ordre de 527 millions de dollars, soit 25 % de plus par rapport à l’exportation réelle actuelle, selon la même source.

OMAN
L’inflation annuelle a enregistré 0,6% fin novembre

Les données officielles rapportent que le taux d’inflation annuel dans le sultanat d’Oman a atteint 0,6% à la fin novembre dernier, sous l’effet de la hausse des prix des groupes alimentaires. Les données du Centre national de statistiques et d’information d’Oman ont montré que les prix de divers groupes de biens et services personnels ont augmenté de 2,39%, le tabac de 2,35%, les meubles, accessoires et équipements ménagers et l’entretien de la maison de 1,46%, la culture et les divertissements de 1,46%, la santé de 0,28%, l’habillement et les chaussures de 0,1%. Les prix du groupe « logement, eau, électricité, gaz et autres types de combustibles » ont également augmenté de 0,01%, selon l’agence de presse d’Oman. Sur une base mensuelle, le taux d’inflation au Sultanat a augmenté de 0,07% par rapport à octobre 2023. L’agence a déclaré, citant la Banque centrale d’Oman, que la masse monétaire au sens large a connu une croissance de 4,5 % sur une base annuelle pour atteindre 21,6 milliards de riyals omanais à la fin septembre 2023.

LES NAVIRES DÉTOURNÉS VERS LE CAP DE BONNE-ESPÉRANCE

Le chaos maritime en mer Rouge va durer des mois

Le chaos qui affecte le transport maritime via la mer Rouge menace de se poursuivre pendant des mois, selon A.P. Pour la deuxième plus grande compagnie de transport de conteneurs au monde, Moller-Maersk, la société, basée à Copenhague, a publié un avis indiquant que 15 routes de lignes de conteneurs étaient affectées entre l'Asie et l'Europe, ainsi que de la côte est des États-Unis au Moyen-Orient.

Plus de 150 pétroliers répertoriés dans l’avis desservant les ports, notamment Singapour, Rotterdam et le long des côtes est du Texas et des États-Unis, ont désormais des dates d’arrivée révisées, certaines s’étendant jusqu’en mars.L’avis indiquait que les navires de toutes les lignes étaient détournés autour du cap de Bonne-Espérance. Les principaux transporteurs de conteneurs et de pétrole du monde ont annoncé qu’ils éloigneraient leurs navires de la mer Rouge après une série d’attaques menées par les Houthis dans les semaines qui ont suivi l’agression sioniste et les bombardements des hôpitaux Palestiniens. Les attaques des Houthis ont ébranlé les marchés maritimes et contribué à faire grimper les prix du pétrole. Les Houthis se sont engagés à poursuivre leurs attaques contre les navires commerciaux le long de la mer Rouge, qui transportent environ 12 % du commerce maritime mondial, même après la création de la coalition, et ont averti qu’ils cibleraient les navires de guerre américains si les États-Unis optaient pour des frappes militaires sur la mer Rouge. Les coûts et les retards supplémentaires présentent des risques pour l’économie mondiale, au moment même où l’inflation semblait sur le point de se calmer. La zone en question constitue une voie maritime incontournable pour tout navire cherchant à accéder au canal de Suez en Égypte, ce qui raccourcit le trajet entre l’Asie et l’Europe. Éviter signifie naviguer des milliers de kilomètres plus loin autour de l’Afrique. Depuis le début de la semaine, les



expéditeurs mondiaux ont redirigé leurs navires pour éviter les menaces, prolongeant ainsi la durée des voyages des pétroliers marchands et énergétiques. Le trafic de pétroliers a fortement diminué dans le détroit clé de Bab al-Mandab. Un pétrolier loué par le norvégien Equinor ASA, immobilisé il y a six jours en mer Rouge, a fait demi-tour et regagne désormais le canal de Suez. La refonte de la cartographie autour du canal de Suez intervient également alors que l’autre route commerciale mondiale, le canal de Panama, est menacée en raison de la réduction du trafic due à la sécheresse limitant l’approvisionnement en eau du canal. Dans le même temps, un porte-parole du Pentagone a déclaré que la nouvelle coalition navale internationale des États-Unis servirait de « patrouille routière » pour protéger les navires dans la mer Rouge des attaques des militants

Houthis soutenus par l’Iran, même si elle n’escorterait pas de navires. La force patrouillera « dans la mer Rouge et le golfe d’Aden pour répondre et assister, si nécessaire, les navires commerciaux », a déclaré le général Pat Ryder lors d’un entretien. Il a déclaré qu’il ne voulait pas sous-estimer le défi, mais a déclaré que l’effort serait suffisant pour « rassurer le transport maritime et les marins mondiaux sur le fait qu’ils peuvent transiter en toute sécurité dans la région de la mer Rouge ». Les États-Unis envisagent une action militaire contre les Houthis, tout en préférant toujours une solution diplomatique, a rapporté Bloomberg. Washington a annoncé qu’il avait jusqu’à présent obtenu le soutien de 20 alliés occidentaux et arabes pour renforcer sa force de protection maritime.« À l’heure actuelle, nous continuons de voir la coalition se développer », a déclaré Ryder. « Nous nous attendons à ce que cette

croissance continue. Depuis le début de la semaine, le nombre de navires entrant dans la mer Rouge a chuté de plus de 40 % par rapport à la moyenne quotidienne des trois dernières semaines, selon les données de suivi des navires compilées par Bloomberg. On s’attend à ce qu’il y ait trop peu de navires militaires et trop de navires commerciaux pour les escortes individuelles. Cela signifie que la question reste ouverte de savoir si les chargeurs feront revenir leurs navires par la mer Rouge une fois que la coalition sera opérationnelle.

Doutes militaires

Certains experts militaires ont exprimé des doutes sur la capacité des forces dirigées par les États-Unis à protéger les plusieurs centaines de navires qui traversent habituellement la zone à un moment donné sans action préventive contre les Houthis. « Les tactiques peuvent changer», a déclaré Ryder à propos des efforts visant à couvrir la vaste étendue d’eau, mais il a refusé de commenter la possibilité de frappes sur des cibles Houthis. Les Houthis, qui avaient détourné un navire et tenté de s’en emparer d’autres, tout en tirant des missiles sur plusieurs autres, avaient menacé de commencer à couler les navires. Ils disent qu’ils ciblent les navires à destination de l’état sioniste ou ses liés, mais les sociétés de transport craignent de plus en plus que les navires liés à n’importe quel pays soient une proie.

D'UNE VALEUR DE 31 MILLIARDS DE DOLLARS

Le comité saoudo-ouzbek discute d’opportunités d’investissement

Le comité mixte saoudo-ouzbek devrait discuter de 50 opportunités d’investissement potentielles d’une valeur d’environ 31 milliards de dollars en Ouzbékistan, a annoncé le ministre de l’Investissement Khalid al-Falih. Le Comité a tenu sa sixième réunion à Riyad, sous la présidence de Falih du côté saoudien et du vice-Premier ministre JamshidKhodjaev du côté ouzbek. Falih a souligné que ces projets visent à atteindre l’objectif de 110 milliards de dollars d’investissements étrangers dans le cadre des objectifs de la stratégie Ouzbékistan 2030. Le ministre saoudien a souligné la compatibilité des objectifs économiques à travers la Stratégie nationale de développement de l’Ouzbékistan 2023-2030, la Vision 2030 du Royaume et la

Stratégie nationale d’investissement.Il a également promis son plein soutien aux efforts du Conseil des affaires saoudo-ouzbek, qui joue un rôle crucial dans le rapprochement des secteurs privés des deux pays. Durant la rencontre plusieurs sujets liés au développement de la coopération bilatérale dans les domaines de l’économie, du commerce et de l’investissement ont été abordé. Le comité a également examiné les opportunités d’investissement prometteuses entre les deux pays et l’environnement des affaires dans les deux pays. Le comité a souligné l’importance de renforcer le travail commun et de pousser les relations vers des horizons nouveaux et prometteurs, en renforçant le partenariat économique et social entre les deux pays et en lui donnant une portée plus

large. Il a également abordé le travail continu visant à permettre le partenariat entre le secteur privé, à encourager les investissements, à renforcer les échanges commerciaux et à surmonter mutuellement tous les défis auxquels est confronté le développement des relations économiques.En outre, les deux parties ont salué les projets et investissements conjoints dans les domaines de l’énergie, des énergies renouvelables, de la santé, des infrastructures, de l’agriculture et du développement des ressources humaines. La réunion s’est terminée par la signature de plusieurs mémorandums d’accord entre les secteurs privés des deux pays et du procès-verbal de la sixième réunion du comité qui comprenait de multiples initiatives et programmes de travail conjoints.

CAMEROUN

Le pays régresse dans le classement 2023 des pays où les TIC sont les plus développées en Afrique centrale

Après une interruption de cinq ans, l'indice de développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) a été publié le 13 décembre dernier par l'Union internationale des télécommunications (UIT).

Dans ce rapport 2023, le Cameroun perd quatre places en Afrique centrale par rapport au classement 2017. Avec 36,8 points, le pays de Paul Biya se positionne comme le 6e pays d'Afrique centrale où le niveau de développement des TIC est le plus élevé sur les 10 pays classés. Il occupait la 2e position en 2017. Le Cameroun arrive derrière le Gabon qui se maintient au premier rang avec 72,9 points, Sao Tomé-et-Principe (54,5 points), l'Angola (44,1 points), le Rwanda (40,1 points) et la Guinée équatoriale (37,6 points). C'est dire qu'entre les deux périodes sous-revues, le Cameroun n'a pas enregistré le même progrès que plusieurs pays de la sous-région en matière de développement des TIC. En effet, ledit rapport, qui s'intitule « Measuring digital development: The ICT Development Index 2023 », analyse et évalue les progrès accomplis dans le domaine des TIC dans 169 pays et territoires. Ces pays sont notés sur une échelle allant de 0 à 100 points en se basant

sur 10 indicateurs, dont le pourcentage des particuliers utilisant Internet, la pénétration de la téléphonie mobile à large bande mobile, le trafic Internet à large bande mobile (en giga-octets par abonnement), le prix des données mobiles et des services voix et le taux de possession de téléphones mobiles. Et dans la plupart de ces indicateurs, le Cameroun est en dessous de la moyenne. S'agissant par exemple de la couverture des réseaux 3G et 4G, le Cameroun enregistre un score de 18,4 sur 100 tandis que le Gabon obtient la note de 98 sur 100 et Sao Tomé celle de 37,6 sur 100. Sur le prix des données mobiles et des services voix, le Cameroun a 0,8% tandis que le Gabon a 85,2%. Cette étude fait donc ressortir les retards accusés par le Cameroun par rapport à plusieurs pays de la sous-région Afrique centrale dans le développement de l'économie numérique. Pourtant, d'après les autorités locales, des progrès significatifs ont été réalisés dans ce sens par le pays au cours de ces quatre der-

nières années. Par exemple, d'après le ministère des Postes et Télécommunications, le taux de pénétration du haut débit mobile est passé de 18% à 39% en quatre ans. Le pays devra donc fournir encore plus d'efforts s'il veut remonter dans le top 3 des pays qui affichent des progrès notables dans le domaine des TIC en Afrique centrale comme c'était le cas en 2017. Sur le plan africain, le Maroc arrive en tête du classement suivi de l'Île Maurice, des Seychelles, l'Afrique du Sud, la Libye, l'Algérie, l'Égypte, la Tunisie, le Botswana, et le Gabon qui ferme le top 10 africain de ce classement. Selon le rapport de l'UIT 2023, des progrès sensibles en matière de développement des TIC ont été réalisés en Afrique. Utilisé par plusieurs acteurs du secteur des TIC et numérique, l'Indice de développement des TIC de l'UIT est considéré comme l'un des référentiels des données et des analyses mondiales les plus fiables sur l'état du développement des TIC.

PORT DE DOUALA

Le Congolais Sapro s'engage à investir 44,4 milliards de FCFA dans une zone logistique et un parking

Le Port autonome de Douala (PAD) et Sapro Logistics Cameroun (SLC) ont signé, le 21 décembre 2023, une convention portant sur l'aménagement d'une zone logistique et d'un parking d'attente des camions en zone aval du port au terme d'un processus de sélection lancé en octobre 2020, apprend-on d'une note d'information du PAD. SLC est la filiale camerounaise du groupe Sapro, fondé par le milliardaire congolais Paul Obambi. C'est ce dernier qui est d'ailleurs l'administrateur directeur général de SLC. Le projet sera déployé sur deux sites d'une superficie totale de 15 ha (avec une zone logistique sur 5 ha et un parking de camions sur 10 ha). La zone logistique sera constituée d'un quai de chargement et de déchargement, des chemins de fer, un entrepôt métallique modulable de grande capacité, des aires d'entreposage des conteneurs, des voies de circulations de largeur supérieure à 12 m pour une mobilité plus accrue des engins. Le parking d'attente pour camions comprendra une aire de parking d'une capacité de 621 semi-remorques et 30 tracteurs de camions. La zone de vie quant à elle comprendra un bâtiment administratif, un hôtel, une infirmerie, un mini marché, une mosquée, un réfectoire, des espaces de parking pour véhicules léger, un poste de police, une mini-station d'épuration. Le projet, dont la date de démarrage n'est pas encore connue, sera réalisé en

mode BOT (Build-Operate and Transfer) et est prévu pour s'exécuter en 3 ans. Sapro Logistics Cameroun doit investir les 44,4 milliards de FCFA HT nécessaires pour sa réalisation, sans aval ni caution du PAD et de l'État du Cameroun. Le partenaire du PAD va ensuite exploiter les infrastructures pendant 21 ans. Le taux de rentabilité interne (TRI) du projet sur les 24 ans est de 185,1%. Le projet qui devrait générer 250 emplois directs et environ 800 emplois indirects, « devrait désengorger des voies de desserte du port, le long desquelles stationnent continuellement des camions qui assurent le transport des marchandises (...) ou encore d'offrir des solutions de stockage et de gestion logistique des marchandises pour les opérations diverses de pré et de postacheminement à l'importation et à l'exportation », fait savoir le PAD. Son directeur général, Cyrus Ngoò, rappelle que l'aménagement d'une zone logistique et d'un parking de camions en zone aval du domaine portuaire fait partie des projets prioritaires retenus par le schéma directeur de développement de ce port à l'horizon 2050, dans le cadre de l'ambitieux programme de rénovation et de modernisation des installations et des équipements portuaires.

PREMIER CADRE NOIR À DIRIGER UNE BANQUE EUROPÉENNE

L'ancien PDG du Crédit Suisse brigue la présidence de la Côte d'Ivoire

L'ancien PDG du Crédit Suisse, Tidjane Thiam, vise à ramener l'opposition au pouvoir lors des élections présidentielles prévues en 2025, après avoir remporté la candidature à la tête du parti d'opposition ivoirien. Les résultats du vote annoncés samedi ont montré que l'ancien banquier de 61 ans a battu de manière convaincante son seul adversaire pour diriger le Parti démocratique de Côte d'Ivoire, qui a dirigé la nation d'Afrique de l'Ouest pendant des décennies après l'indépendance en 1960, mais qui n'a plus été élu au pouvoir depuis 1999. « 2025 sera une année électorale cruciale pour notre parti », a déclaré Thiam après avoir prêté serment en tant que troisième président du parti. « Nous travaillerons sans relâche pour faire de notre parti une force encore plus présente et efficace sur le terrain,

notre meilleur atout pour revenir au pouvoir en 2025. » Cette victoire le place en position de force pour représenter le PDCI dans les sondages, même s'il devra encore faire face à des élections internes pour devenir le candidat du parti. La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial de cacao, a connu deux guerres civiles depuis le départ du PDCI. Mais plus récemment, il est apparu comme une réussite économique africaine, avec une croissance annuelle moyenne du produit intérieur brut de près de 6 % cent après le rétablissement de la paix en 2011. Malgré cela, même si le niveau de vie s'est amélioré, près de 40 % des 28 millions d'habitants vivent dans la pauvreté, selon la Banque mondiale. Thiam, qui a quitté la Côte d'Ivoire à la suite du coup d'État de 1999, a affronté le vétéran du parti Jean-Marc

Yacé, l'actuel maire de Cocody à Abidjan, un fief du PDCI. Thiam l'a largement battu en récoltant près de 97 % des suffrages exprimés. La participation électorale était de 64%, selon le décompte. Trois autres candidats se sont retirés de la course avant le vote. L'un d'eux, l'homme d'affaires et ancien maire de Cocody, Noël Akossi Bendjo, a apporté son soutien à Thiam. Yacé connaissait le terrain, étant resté en Côte d'Ivoire tandis que Thiam poursuivait une carrière à l'étranger. Mais Thiam a choisi le bon moment pour revenir, a déclaré Séverin Kouame, professeur de sociologie à l'Université Alassane Ouattara. "Le parti venait de perdre son chef et il n'y avait pas de successeur immédiat", a déclaré Kouame par téléphone depuis Bouaké. « En même temps, il y avait un appel au renouveau et à un

nouveau leadership. » La mère de Thiam était la nièce de Félix Houphouët-Boigny, premier président du pays après l'indépendance. De son côté, Thiam a mis en avant ses qualités de leader au Crédit Suisse, où il est devenu le premier cadre noir à diriger une banque européenne. Thiam a quitté le préteur suisse à la suite d'un scandale d'espionnage en 2020. Les critiques ont accusé Thiam d'être étranger à sa Côte d'Ivoire natale. Il possède à la fois la nationalité française et la nationalité ivoirienne et devrait renoncer à la première s'il se présente à la présidence, ce qu'il s'est dit prêt à faire. Il est également nettement plus jeune que les autres dirigeants politiques. Le président sortant Alassane Ouattara aura 83 ans en 2025 s'il décide de briser un quatrième mandat.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Comment concrètement Félix Tshisekedi compte créer 6,4 millions d'emplois congolais en 5 ans ?

En RDC, le président sortant Félix Tshisekedi, candidat à sa réélection, s'est engagé à créer 6,4 millions d'emplois sur un second mandat s'il est réélu. Dans une lettre au Congolais, il explique de quelle manière il envisage de parvenir à ce résultat : examen. Selon le programme du candidat Tshisekedi, 2,6 millions d'emplois peuvent être créés dans les grandes villes du pays telles que Kinshasa, Lubumbashi ou Kisangani, en soutenant le développement des Très Petites Entreprises : formalisation minimale simplifiée, espaces de travail partagés et aménagés par type d'activité (mécanique auto, menuiserie, petit secrétariat, etc.), coaching, accès au micro-crédit, aide à l'embauche. 2,2 millions d'emplois sont prévus dans des activités nécessitant une main d'œuvre abondante comme les infrastructures rurales et l'assainissement des villes. Sont ainsi détaillés des programmes de forages d'eau, de solaire off-grid et de réhabilitation de routes rurales. La gestion des déchets urbains et le nettoyage des rues et autres lieux publics viendraient s'ajouter à ces actions. Enfin, 1,6 million d'emplois sont attendus dans l'agriculture et les services. Dans le secteur primaire, il s'agit de soutenir les agro-entrepreneurs, favoriser le développement de coopératives et d'agropoles, du micro-crédit et des canaux de commercialisation. Dans les services, le programme prévoit la multiplication des espaces de co-working pour les innovateurs et le soutien aux initiatives dans des domaines jugés porteurs tels que les services à la personne et aux entreprises, les industries créatives ou encore le numérique. A 10 jours du scrutin, 22 candidats sont encore en lice parmi lesquels le docteur Denis Mukwege, Prix Nobel de la Paix 2018 pour ses initiatives en faveur des femmes victimes de violences, Martin Fayulu qui fut en 2018 le candidat d'une coalition d'opposition au régime de Joseph Kabila, Moïse Katumbi, riche homme d'affaire et ex-gouverneur du Katanga, Floribert Anzuluni, candidat désigné par plusieurs organisations de la société civile, ou encore l'ex-premier ministre de Joseph Kabila, Adolphe Muzito.

CAC 40

Les prix PCE en point d’orgue statistique avant Noël

Cet article, en accès libre, est produit par l'équipe de recherche en analyse et stratégie boursière de BFM Bourse. Pour ne manquer aucune opportunité, consultez l'intégralité des analyses et découvrez nos portefeuilles en accédant à notre espace Privilèges.

Le marché parisien a "tenu" hier, sur des niveaux de fermeté, proche des ses zéniths, en ne cédant que 0,16% à 7 571 points, avec l'appui contrintuitif d'une révision à la baisse en données finales du PIB américain au troisième trimestre. Le message délivré plaide pour une baisse des taux fédéraux, c'est naturellement ce qui a plu au marché, tout particulièrement outre Atlantique, et tout particulièrement sur les dossiers les mieux valorisés. Cette croissance a été révisée nettement en baisse à 4,9% en rythme annualisé, contre 5.2% pour les estimations précédentes. De quoi nourrir le scénario d'une Fed plus clémente, en cohérence avec le ton adopté par J Powell à l'issue du dernier FOMC de l'année. Pour rappel la semaine passée, "la Fed a opéré un changement de communication significatif en indiquant que l'éventualité de baisses de taux avait été discutée. Ceci se révèle prématuré au regard de la résilience de la croissance, d'un marché de l'emploi robuste et de l'inflation encore élevée", jugent les stratégestes d'OSTRUM AM. C'est dans ce contexte que les opérateurs prendront connaissance ce vendredi des prix PCE (personal consumption expenditures), mesure préférée de la Fed dans son appréciation de la dynamique des prix. C'est le dernier grand rendez-vous statistique avant la grande pause de Noël. Le marché parisien sera fermé le lundi 25, naturellement, mais aussi le 26, le lendemain de Noël, à la façon du Boxing Day anglo-saxon. En attendant, les opérateurs viennent de prendre connaissance des inscriptions hebdomadaires aux allocations chômage, à un niveau toujours aussi proche des 200 000 nouvelles unités. Toujours sur le front de l'activité économique, l'indice Philly Fed, qui mesure l'activité économique dans la

région de Philadelphie, a reculé davantage qu'attendu, à -10,5 contre un consensus de -3 et après -5,9 en novembre. Côté valeurs, Teleperformance a signé la plus forte hausse du CAC 40, avec une progression de 4%, alors que Royal Bank of Canada a réitéré son conseil à "surperformance" sur la valeur. Getlink a cédé 2,3% à la clôture, alors que l'exploitant du tunnel de la Manche fait face à une grève inattendue qui l'a amené à suspendre jusqu'à nouvel ordre son service et fermer ses terminaux en France et au Royaume-Uni. Ce a qui pesé sur son titre ce jeudi après-midi. De l'autre côté de l'Atlantique, les principaux indices sur actions ont terminé la séance de jeudi dans le vert, à l'image du Dow Jones (+0,87% à 37 404 points) et du Nasdaq Composite (+1,26% à 14 963 points). Le S&P500, baromètre de référence de l'appétit pour le risque aux yeux des gérants de fonds, a gagné 1,03% à 4 746 points. Un point sur les autres classes d'actifs à risque: vers 08h00 ce matin sur le marché des changes, la monnaie unique se traitait à un niveau proche des 1,1000\$. Le baril de WTI, l'un des baromètres de l'appétit pour le risque sur les marchés financiers, s'échangeait autour de 74,60\$. A l'agenda ce vendredi, les prix PCE à 14h30 et l'indice de confiance du consommateur (U-Mich, données révisées) à 16h00.

Eléments graphiques clés

La création de nouveaux zéniths sur le CAC, point d'orgue du rally automnal, aura couronné un mouvement de fédération remarquable. De premiers signes de besoin de respiration apparaissent néanmoins depuis jeudi, précisément depuis l'inscription de ces nouveaux records. Dans l'immédiat,

c'est une saine consolidation en biseau (wedge) qui se dessine.

Prévision

Au regard des facteurs graphiques clés que nous avons identifiés, notre opinion est

neutre sur l'indice CAC 40 à court terme. On prendra soin de noter qu'un franchissement des 7585.00 points raviverait la tension à l'achat. Tandis qu'une rupture des 7406.00 points relancerait la pression vendeuse.

STELLANTIS

Voici les cinq valeurs auto à acheter en 2024, selon Bank of America

La banque américaine estime que les ventes de véhicules électriques devraient continuer de croître fortement l'an prochain, alors que les volumes plus globaux devraient connaître une faible croissance. L'établissement recommande cinq actions dont deux cotées à la Bourse de Paris. Que réserve l'année 2024 pour le secteur automobile en Bourse? Dans une étude approfondie publiée la semaine dernière, Bank of America a tenté de répondre à cette question. La banque américaine voit un tassement des volumes l'an prochain. Après une progression de 9% des ventes de véhicules légers (hors utilitaires donc) en 2023, elle anticipe une croissance de 1,7% en 2024, avec une progression plus forte en Amérique du Nord (+4%) qu'en Europe (0%), en raison notamment d'un contexte macroéconomique plus favorable. "Les carnets de commandes auront probablement été ramenés à des niveaux normaux d'ici la fin de l'année 2023", considère-t-elle par ailleurs. Autres points importants à surveiller: le cycle de lancement de nouveaux modèles, qui devrait s'accélérer en 2024, avec une année dense pour BMW et Renault, tandis qu'en 2025 ce sera le tour de Stellantis et Volkswagen, explique la banque. "De bons lancements de modèles peuvent aider à gagner des parts de marché et à maintenir les prix à un niveau élevé", souligne-t-elle. Au niveau de la rentabilité, la banque prévoit un repli de 70 points de base (0,7%) de la marge opérationnelle, en moyenne, pour l'ensemble des constructeurs européens, avec des prix plus faibles en partie compensés par de moindres coûts.

Forte croissance dans l'électrique

Au sujet des ventes de véhicules électriques, Bank of America table sur une croissance de 27% en 2024, soit 2,7 millions d'unités supplémentaires. Pour l'Europe, elle anticipe une progression de 23% l'an prochain, ce qui représente 470.000 véhicules en plus. Les véhicules électriques représenteraient 19% du total des ventes, soit moins que les 20% attendus par l'association européenne des constructeurs. Bank of America prévient ainsi que les ventes européennes risquent de "décevoir" dans l'électrique. Au niveau des constructeurs, Stellantis connaîtrait la plus forte progression de ses ventes dans l'électrique (+68% au niveau mondial), grâce notamment à la 3008 électrique, qui doit être disponible au début de l'année, ou encore la Citroën C3 électrique. Suivent d'après les projections de la banque, Renault (+57%), qui lancera notamment l'an prochain la R5 électrique en 2024, puis Volkswagen (+47%). Pour les équipementiers et les fabricants de pneumatiques, Bank of America attend une année compliquée sur le plan des volumes, avec une production automobile mondiale stable (-0,2%). Toutefois, la banque se montre plus optimiste sur les marges, anticipant une amélioration moyenne de 110 points de base, avec des coûts des matières premières, de logistique,

et d'énergie qui devraient baisser et donc constituer un vent favorable, ce pour la première fois depuis 2020. Des calendriers de production plus stables (avec donc la fin des "stop and go") devraient aussi aider les équipementiers, juge Bank of America. Maintenant que le cadre est posé, quelles valeurs peuvent se distinguer dans cet environnement mi-figue mi-raisin, selon Bank of America? L'établissement en cite cinq.

Volkswagen et Stellantis chez les constructeurs

Côté constructeurs, l'établissement cite deux groupes: Stellantis et Volkswagen. Pour le groupe issu de la fusion entre PSA et Fiat Chrysler, Bank of America juge que la société possède des leviers pour compenser les impacts négatifs dus à un environnement de prix moins élevés et à mix de ventes moins favorables. L'entreprise franco-italo-américaine s'apprête à lancer plusieurs véhicules qui devraient porter la contribution des nouveaux modèles à 11% du total des volumes en 2024, après 7,8% en 2023, et avant d'atteindre 17% en 2025, selon la banque américaine. Outre la Peugeot 3008 électrique, le groupe va lancer un nouvelle génération de Dodge Charge, le Ram 1500 REEV, ainsi que 12 véhicules utilitaires. Autre atout dans la manche de Stellantis: son travail sur les coûts, le groupe étant connu pour sa discipline de fer dans la matière. Bank of America table sur un impact positif de 1,5 milliard d'euros lié à l'augmentation des synergies tirées de la fusion PSA-Fiat Chrysler. Ce qui sera rendu possible grâce à la montée en puissance de la plateforme (une structure commune pour le bas des véhicules de plusieurs marques) "STLA Medium", et à davantage de réduction de coût sur les approvisionnements. "Nous pensons que le consensus sous-estime le potentiel de bonnes surprises dues à (l'amélioration de) la base de coûts et aux synergies de Stellantis", fait valoir le bureau d'études. Par ailleurs, Bank of America apprécie la faible exposition à la Chine du groupe, et celle "limitée" aux services financiers, deux marchés compliqués, selon elle (pressions sur les prix en Chine, marché des services financiers en phase de correction). De plus, la valorisation de Stellantis s'avère "peu exigeante", estime la banque qui table sur une marge opérationnelle courante de 13,2% pour la société en 2024 après 13,7% en 2023, ce qui s'avère très nettement au-dessus du consensus (11,6% en 2024). Pour Volkswagen, Bank of America reconnaît que le groupe allemand devrait connaître une année 2024 de transition, avec une baisse des volumes de 3,7% et des pertes de marché en Chine. Mais l'établissement appelle à voir plus loin avec des objectifs de moyen-terme séduisants de la part du groupe allemand, à savoir une croissance annuelle moyenne de 5% à 7% entre 2022 et 2027, et une marge opérationnelle située entre 8% et 10% en 2027. Or le groupe ne reçoit pour l'heure aucun crédit de la part du marché pour ces objectifs, pointe l'établissement, alors que ses opportunités "sont importantes".

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 21 Décembre 2023				
Valeur : 25 Décembre 2023				
BASE	DEVICES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.2395134.2545
1	EUR	EURO		146.8983146.9416
1	GBP	POUND STERLING		169.6871169.7490
100	JPY	JAPANESE YEN		93.716593.7466
1	CNY	CHINESE YUAN		18.786318.7889
1	CHF	SWISS FRANC		155.6580155.6935
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.5088100.5501
1	DKK	DANISH KRONE		19.706919.7120
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.212313.2158
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.984112.9909
1	AED	UAE DIRHAM		36.549636.5567
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.781935.7907
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.1257436.8842
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.212343.6466
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.369813.3713
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.902028.0451
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.53453.5349
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.4715179.4715

2023

L'année des grandes faillites

L'Observatoire de l'Europe Business se penche sur certaines des faillites majeures observées cette année et explore les raisons qui les sous-tendent.

Cette année a été marquée par un certain nombre de faillites importantes et tout à fait inattendues, le nombre de liquidations ayant atteint son niveau le plus élevé au deuxième trimestre (T2) de 2023 depuis 2015.

Les faillites concernaient des entreprises de vente au détail, des bijouteries, des boulangeries, des livres, des produits pharmaceutiques, des crypto-monnaies, des banques et bien d'autres encore.

Bien que certaines des plus grandes liquidations aient eu lieu de l'autre côté de l'océan aux États-Unis, comme la Silicon Valley Bank et FTX, l'Europe a également été témoin de sa part d'entreprises fermant leurs portes.

Birmingham, deuxième ville du Royaume-Uni, est en faillite. Parmi elles, la chaîne de magasins de bricolage Wilko est sans doute l'une des plus connues. En janvier, l'entreprise avait emprunté 40 millions de livres sterling (46 millions d'euros) à Hilco Capital, une société de restructuration. En février, Wilko a annoncé la suppression de 400 emplois, avant de révéler, en août, qu'elle allait être placée sous administration judiciaire.

La faillite a entraîné dans sa chute 12 000 emplois et 400 magasins. Wilko s'est retrouvé avec une dette d'environ



625 millions de livres sterling (721 millions d'euros), et même la fortune de plusieurs millions de livres sterling de la famille fondatrice Wilkinson n'a pas pu servir de filet de sécurité.

En fin de compte, l'effondrement a été imputé à Wilko pour n'avoir pas été assez rapide dans la suppression des produits peu performants, et pour avoir refusé le soutien des employés en congé tout en restant ou-

vert, pendant la pandémie de Covid-19. La société a également été accusée d'avoir emprunté trop, trop vite, sans prendre le temps d'élaborer un plan de réduction des coûts approfondi ou de développer sa branche en ligne.

Cependant, d'autres chaînes de magasins telles que Poundland, B&M et The Range se sont depuis engouffrées dans la brèche pour acquérir la marque Wilko, ainsi que certains de

ses magasins. Elles se sont également engagées à recruter une partie du personnel licencié et à relancer les activités en ligne de Wilko.

Après le dépôt du bilan de ses succursales belges et américaines en 2020, l'entreprise a conclu un accord avec Aurify Brands pour reprendre ses sites américains, cette dernière acceptant de rétablir environ 1 000 emplois, en ouvrant au moins 35 boulangeries. La boulangerie a été durement touchée par la pandémie, avec une fréquentation en chute libre, d'autant plus que le coût de la vie et l'inflation ont grimpé en flèche. La hausse des loyers ainsi que le coût de la main-d'œuvre ont également érodé davantage les marges bénéficiaires en baisse.

La chaîne de papeterie Paperchase s'est également effondrée en février, après quelques années difficiles en raison de changements rapides de propriétaire et menaçant environ 1 000 emplois. La marque a été rapidement rachetée par Tesco, qui continue de stocker une grande partie de ses marchandises, mais un grand nombre de magasins Paperchase ont quand même dû fermer leurs portes.

CUBA

La Havane annonce un important plan de restrictions budgétaires

Face aux effets conjugués de l'embargo historique imposé par les États-Unis, des suites économiques de la pandémie de Covid-19 et d'une croissance en berne, le gouvernement va réduire les dépenses publiques, reconnaissant des inégalités de revenus au sein de la société cubaine. « L'île vit un scénario d'économie de guerre. »

C'est ainsi que le premier ministre cubain, Manuel Marrero, a justifié, mercredi 20 décembre, lors d'un discours devant l'Assemblée nationale, un des plans de restriction budgétaire les plus importants de ces dernières années, que certains secteurs de l'opposition ont qualifié de « néolibéral ». Le premier ministre, après avoir attribué la situa-

tion actuelle du pays, comme de coutume, à l'embargo imposé par Washington depuis plus de soixante ans et aux crises internationales, a admis devant les parlementaires que le gouvernement « aurait pu faire beaucoup plus ». Les autorités ont reconnu ces derniers jours que le pronostic de croissance pour 2023 avait été revu à la baisse (entre -1 % et -2 % au lieu de l'augmentation prévue de 3 %).

Estimant qu'il n'est plus possible de « continuer à gaspiller », M. Marrero a annoncé une série de mesures destinées à réduire les dépenses publiques, parmi lesquelles une augmentation du tarif de certains services publics, comme l'électri-

cité, le gaz, l'eau ou le transport de passagers – parfois de l'ordre de 25 % –, ainsi que du prix de l'essence. « Dans quel autre pays peut-on obtenir 9 litres d'essence avec un dollar ? Il faut en finir avec ce luxe », a-t-il asséné, alors que le salaire moyen sur l'île ne dépasse pas 4 000 pesos, soit l'équivalent de 15 dollars (13 euros environ). Il a également laissé entendre que le nombre de fonctionnaires pourrait être « révisé » et a annoncé une dévaluation du peso et une modification des conditions d'attribution des produits de première nécessité à bas prix à travers le « carnet d'approvisionnement »

FRANCE

La startup Zoï parie sur la médecine préventive

L'entreprise française, cofondée par un ancien conseiller d'Emmanuel Macron, a bénéficié d'une levée de fonds initiale de 20 millions d'euros.

Les entrepreneurs se lancent souvent dans un domaine qui leur tient à cœur. Ismaël Emelien ne fait pas exception. L'ancien conseiller d'Emmanuel Macron, qui a quitté l'Élysée en 2019, s'interrogeait depuis longtemps sur les causes de certains de ses problèmes de santé. Son périple médical pour les identifier et les résoudre a donné naissance, quelques années plus tard, à sa première start-up : Zoï, soit « vie » en grec.

Avec son associé Paul Dupuy, un serial entrepreneur notamment dans le domaine de la tech en immobilier, l'ex-cadre de Havas, 36 ans, a démarré son projet il y a un peu plus de deux ans. Ce dernier a suscité l'enthousiasme d'investisseurs d'envergure, comme en témoigne la levée de fonds d'amorçage de 20 millions d'euros

réalisée au début de l'année 2022. La liste des business angels qui ont en effet soutenu l'aventure dès ses débuts - à hauteur de 1 million d'euros minimum pour un « ticket » - comprend une demi-douzaine de grands noms des affaires : Stéphane Bancel, directeur général du laboratoire de biotech Moderna, spécialiste de l'ARN messager, Xavier Niel, fondateur d'Iliad, Rodolphe Saadé, le PDG de CMA CGM, le banquier d'affaires Jean-Marie Messier, le créateur d'Orpea Jean-Claude Marian (qu'il a quitté en 2017), Emmanuel Goldstein, à la tête de Morgan Stanley à Paris...

« Agir dans l'intérêt général »

« Mon but consistait à développer une entreprise qui me permette de réunir des gens que j'apprécie, d'agir pour l'intérêt général et d'élargir mes connaissances », explique Ismaël Emelien. Au fil de ses rencontres avec le Dr Claude Dalle, spécialiste de la médecine anti-âge et membre de l'Académie européenne des sciences, ce fils

d'un ingénieur et d'une infirmière connaît une « épiphanie » amicale et intellectuelle. Et décide de créer sa start-up dans le champ de la médecine préventive, pour l'instant relativement négligé en Europe mais en plein essor aux États-Unis. « Je cherchais la transversalité pour casser les silos en place dans le secteur médical », ajoute le cofondateur. Résultat ? Un ensemble d'exams biologiques et d'imagerie médicale poussés au sein d'un check-up complet allié à des recommandations médicales personnalisées, le tout associé à une gestion via la data et une approche comportementale. Les abonnés au programme (7 200 euros la première année pour deux check-up complets et suivi personnalisé) ont une application à leur disposition pour faciliter la mise en œuvre des mesures à prendre. La première étape s'est articulée autour de l'inauguration le 10 novembre du premier centre de diagnostic de 2 000 mètres carrés, installé à Paris dans le 2e ar-

rondissement. L'ouverture proprement dite aura lieu en début d'année. Une équipe de 45 personnes (sur une soixantaine au total), dont des anciens de Doctolib et d'Uber, supervise l'ensemble de l'aspect tech et data.

« Nous assumons que la première phase du projet se concentre sur le haut de gamme, pour pouvoir ensuite le démocratiser », explique Ismaël Emelien. Zoï est une entreprise à mission depuis sa création. Un statut juridique qui reflète la volonté de rendre la médecine préventive personnalisée accessible à tous. « Cet objectif très ambitieux nécessite de lourds investissements, notamment technologiques, et c'est pourquoi Zoï s'adresse aujourd'hui à une clientèle aisée », complète l'entrepreneur. Qui réfléchit déjà à une future implantation à l'international, à Londres ou à New York.

HYDROGÈNE VERT

« Japonais, Brésiliens, Saoudiens, tout le monde se pose la question du coût »

La chercheuse Anne-Sophie Corbeau explique, dans un entretien au « Monde », que peu de projets de production d'hydrogène bas carbone, présenté comme une solution miracle pour la transition énergétique en 2021, avancent concrètement, les acteurs étant préoccupés par les débouchés d'une molécule chère à produire et à transporter. Assiste-t-on aux prémices d'une mondialisation du commerce d'hydrogène comme cela a été le cas avec le gaz naturel liquéfié ou les combustibles fossiles ?

Honnêtement, il y a peu de projets qui avancent concrètement. En 2021, un grand nombre de cabinets de consultants et d'institutions avaient vendu l'hydrogène bas carbone comme la solution miracle, mais force est de constater que c'est plus compliqué qu'il n'y paraît. Que l'on discute avec des Japonais, des Brésiliens ou des Saoudiens, tout le monde se pose la même question : celle de la demande, en raison du coût élevé de cette source d'énergie. Pour mener à bien leurs projets, ces pays ont besoin de plusieurs milliards de dollars pour investir dans des électrolyseurs à l'échelle de plusieurs gigawatts. Or, les banques ne vont financer que les cas qui ont du sens et des garanties. D'où la nécessité de passer des accords de long terme avec des acheteurs et de trouver des solutions, comme le fonds allemand H2Global ou la Banque de l'hydrogène en Europe, pour diminuer l'écart entre le coût élevé de l'hydrogène décarboné et le prix que les acheteurs sont prêts à payer. Plus que l'hydrogène, c'est l'ammoniac qui retient l'attention...

Oui, tout le monde en ce moment se tourne vers l'ammoniac comme vecteur d'importation. Les Japonais veulent en mettre dans les centrales à charbon pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Les ports de Rotterdam et d'Anvers s'équipent pour en importer. Car on sait faire. Il existe déjà un marché de l'ammoniac pour la production d'engrais, des terminaux portuaires, et le transport est plus simple que pour l'hydrogène liquide. De même que l'on pourra davantage compter sur le méthanol pour le secteur maritime et les e-carburants pour l'aviation, que l'on sait aussi déjà transporter.

NISSAN QASHQAI

Où en est le pionnier de tous les SUV que vous conduisez aujourd’hui ?

Pionnier des SUV modernes tels qu’on les pratique aujourd’hui, le Nissan Qashqai n’est plus le boss qu’il fût dans les ventes. Mais cela ne veut pas dire qu’il a rendu les armes !

SUV : trois lettres fourre-tout qui regroupent néanmoins la majorité des ventes de voitures neuves sur la planète. S’il fallait trouver un point commun à tous les “sport utility vehicles” à travers les continents, on listerait une garde au sol surélevée, une hauteur de toit à l’avenant et un look de baroudeur plus ou moins crédible. Au milieu de ces lieux communs, on peut néanmoins affirmer qu’en Europe, le Nissan Qashqai fut le premier “vrai” SUV, c’est-à-dire un véhicule doté d’une carrosserie de 4x4 mais de compétences principalement routières. Arrivé sur le marché en 2007, le japonais a très vite trouvé son public en promettant d’en donner plus pour un prix abordable. Plus d’espace à l’intérieur malgré ses 4,32 m de long et plus d’équipement que la concurrence. Sans compter, à l’époque, cette impression de se distinguer au volant d’une carrosserie que l’on ne croisait pas à tous les coins de rue. Carton plein pour la première génération vendue jusqu’en 2014 et l’arrivée d’une seconde génération qui n’aura définitivement pas réitéré l’exploit de son aîné. Le Qashqai 2 n’a pas été un

“bide”, mais la concurrence féroce l’a empêché de tutoyer les sommets.

Une troisième génération qui retrouve des couleurs

Mais, si le SUV Nissan est rentré dans le rang, la 3e génération lancée à l’été 2021 a eu du mal à décoller mais se porte aujourd’hui mieux. Sans revenir aux niveaux d’avant Covid (23 000 ex. pour l’ancienne génération en 2019), ce Qashqai 3 reste la première vente du constructeur nippon en France, le Qashqai aura connu une augmentation de ses ventes de près de 60 % avec environ 15 000 exemplaires (28eme vente chez nous), dont une bonne partie par le succès de la variante hybride e-Power. Celle-ci profite d’une chaîne de traction originale où le 1.5 l essence turbo de 19 ch ne sert que de générateur pour alimenter le bloc électrique de propulsion. Dans la pratique, c’est comme si vous rouliez en électrique sans avoir à brancher votre voiture pour la recharger. C’est agréable à l’usage, mais ce Qashqai ne fait pas non plus de miracle et il faut bien remplir le réservoir d’essence pour que le moteur/générateur fonctionne. Selon



nos protocoles de mesures indépendants, voici les résultats du japonais : 6,5 l aux 100 km en moyenne et un décevant 8,3 l sur l’autoroute. Pour le

reste, le SUV Nissan s’avère une familiale talentueuse. Il propose des qualités routières honnêtes assorties d’un habitacle spacieux devant

comme derrière, où sa banquette offre une belle longueur d’assise. Ses tarifs démarrent à 32 200 €, et 39 600 € en e-Power.

CITROËN BERLINGORESTYLÉ

Disponible en versions thermiques ?

Alors que les moteurs thermiques avaient quitté le catalogue du Berlingo depuis deux ans pour laisser le champ totalement libre à la version électrique, le site internet Citroën laisse penser que le modèle restylé sera bientôt disponible en version essence et diesel.

Nombreuses furent les familles peu dépensières à regretter la disparition des ludospaces thermiques du groupe Stellantis au profit des versions "zéro émission", et pour cause : non seulement les armoires électriques roulantes maison sont peu autonomes (guère plus de 150 km sur autoroute !), mais elles imposent des dépenses importantes. Ainsi fallait-il compter au minimum 30 650 € (bonus de 5 000 € déduit) pour un Citroën ë-Berlingo avant le restylage, avec au menu une dotation limitée, une teinte blanche typiquement utilitaire ainsi que les pare-chocs brut et les jantes acier qui vont avec. Et quasi 4 000 € de plus pour disposer d’un look un peu plus soigné, d’une tablette tactile couleur 8" avec réplcation de smart-phone, d’une clim auto bizona et d’une caméra de recul. Bref, ceux qui ne souhaitaient pas dépenser plus de 25 000 € pour un véhicule familial étaient invités à aller voir ailleurs, notamment chez Renault pour y trouver des Kangoo moins sectaires.

Même problème chez Peugeot avec le Rifter...

Et le dernier communiqué de presse concernant la phase 2 du ludospace aux apparaît d’ailleurs toujours aussi élitiste puisque seule la version électrique est évoquée. Sauf que le configurateur du site internet Citroën laisse la possibilité de choisir des modèles thermiques, en essence comme en



diesel, avec une mention "bientôt disponible". Une bonne nouvelle, même si le lifting et l’inflation laissent imaginer des tarifs plus élevés qu’avant. Interrogés à ce sujet, les responsables communication de la marque parlent d’un bug. Pas un bug informatique évidemment, plutôt quelqu’un qui se serait trop avancé suite au retour officiel de Berlingo thermiques sur d’autres marchés. En fait, des discussions sont en cours pour un éventuel rétropédalage en France, mais rien n’aurait encore été décidé selon notre contact, qui espère que le débat trouvera une issue favorable. Notez que, depuis la disparition des moteurs à combustion interne, la version tourisme de la fourgonnette Citroën a quitté le top 100 des ventes de véhicules particuliers, alors qu’elle était parvenue à se classer 48e lors de sa meilleure année (2020). Un très joli score pour un dérivé d’utilitaire !

Voici le futur Citroën C3 Aircross et ses 7 places !

La nouvelle C3 ne sera pas la seule à attirer les projecteurs l’an prochain. Elle sera suivie par son dérivé SUV qui se refait aussi une beauté. Et s’offre une troisième rangée de sièges !

Dans un groupe Stellantis encombré de 14 marques dont beaucoup parlent aux mêmes clients, difficile de ne pas se rouler sur les pieds. Il serait un peu mal vu que Citroën propose un C5 Aircross 7-places significativement moins cher qu’un Peugeot 5008. Alors, pour tout de même plaire aux familles citroënistes, qui n’ont actuellement d’autres choix que les ludospaces Berlingo et fourgon SpaceTourer en 100 % électrique à se mettre sous la dent, c’est le prochain C3 Aircross qui va prendre du galon et accueillir une troisième rangée de sièges. Dans le sillage de la nouvelle C3 revue de fond en comble, son dérivé haut sur pattes sera également dévoilé et commercialisé l’an prochain. Il marquera le pas avec la précédente génération comme nous vous le dévoilons avec ces premières illustrations. Surtout, les 6eme et 7eme places sont une configuration inédite chez nous pour le petit SUV, mais qui ne l’est pas dans d’autres parties du monde puisque l’Inde dispose déjà d’un C3 Aircross 7 places, différent du nôtre. Cinq ou sept places, ce sera au client de choisir, mais, ce qui est sûr, c’est que la carrosserie du nouveau venu sera significativement plus longue que l’actuelle génération, passant

ainsi de 4,16 m à environ 4,40 m. Autant dire qu’au dernier rang il ne faudra pas être grand et que ces places serviront surtout pour dépanner ! Reprenant le design inauguré par la nouvelle C3 (elle-même inspirée de la C3... indienne, la boucle est bouclée), l’Aircross piochera aussi ses moteurs chez sa petite sœur. Contrairement au C3 Aircross indien, cela inclura également une déclinaison 100 % électrique. C’est dû au fait que “notre” C3 Aircross reposera sur la plateforme STLA Smart Car, bien plus évoluée que la plateforme indienne.

Configuration unique

Au catalogue, devraient donc figurer le 1.2 PureTech 100 ch, en boîte manuelle mais aussi en boîte automatique à double embrayage e-DCS6, dans ce deuxième cas grée d’une micro-hybridation 48 V. Il n’est pas impossible que la version 136 ch de ce même moteur soit aussi de la partie. Quant à l’ë-C3 Aircross, il est encore trop tôt pour dire s’il héritera des deux capacités de batterie de la C3 berline ou seulement d’une seule. Dans tous les cas, le nouveau SUV compact de la marque aux chevrons aura pour lui sa configuration 7 places assez unique. Puisque, hormis le prochain Opel Cross-land (possiblement appelé Frontera), avec qui il partagera ses éléments techniques, ainsi que le Dacia Jogger, qui reste l’une des propositions 7 places les moins chères du marché, l’offre en la matière se fait de plus en plus rare.

LE NOUVEAU DUSTER AVEC UN LOGO NISSAN ?

VOUS FERIEZ BIEN D’Y CROIRE SÉRIEUSEMENT !



Sur le marché Indien, Renault et Nissan œuvrent main dans la main depuis leur usine partagée de Chennai sur la côte est du pays. Le site industriel dont Renault possède 30 % et Nissan 70 % sera le creuset du développement des gammes locales de deux constructeurs qui depuis ce port particulièrement bien placé sur le golfe du Bengale pourra alimenter de nombreux marchés alentours.

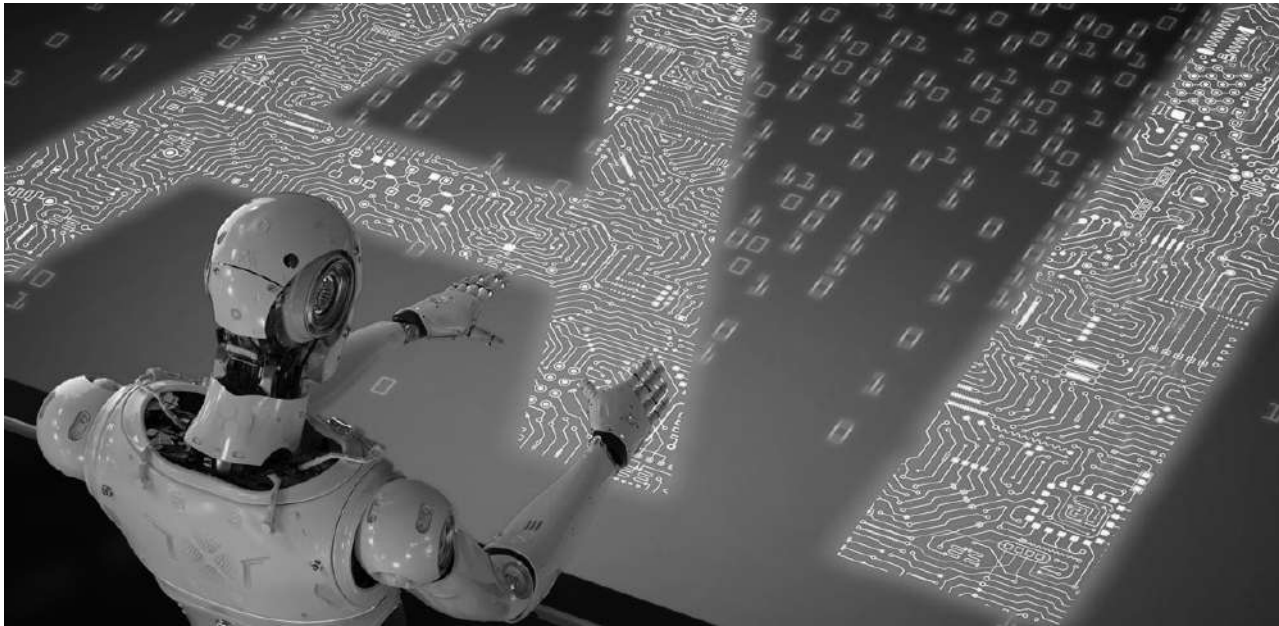
Lors de la conférence annuelle de l’Alliance au début du mois, les silhouettes de futurs modèles Renault et Nissan ont été esquissées. Pour la marque au losange deux versions du Duster seront au programme. Une variante standard longue de 4,34 m, identique à celle du Dacia Duster qui arrivera en Europe de l’Ouest, en juin prochain, puis une déclinaison allongée à 7 places viendra en renfort. Les deux "grands" SUV de segment C compléteront par le haut les Kwid, Kiger et Triber déjà en vente dans les concessions Renault Indiennes.

Nissan aura son Duster

La gamme Nissan suivra la même évolution avec un Duster relooké à la sauce nipponne mais en conservant, par souci d’économie, un maximum d’éléments de carrosserie de son équivalent Renault. Ce Nissan "Duster" - il portera bien évidemment un patronyme spécifique - aurait lui droit à une version plus imposante capable d’accueillir jusqu’à 7 passagers. Mais, à l’inverse de Renault, qui a déjà acté sa stratégie, la marque japonaise explore encore deux pistes avant de faire son choix. Ainsi, selon Autocar India, en parallèle de ce grand Duster à 7 places, Nissan étudie l’hypothèse de la production de son X-Trail que nous connaissons en Europe, en CBU acronyme de Complete Built-up Unit, en Inde. Soit un assemblage complet du véhicule en local depuis la bobine de tôle jusqu’au véhicule final. Toujours selon le média Indien, pour l’instant, Nissan n’aurait pas encore tranché. Affaire à suivre.

3 mythes (erronés) sur l'intelligence artificielle

L'IA s'est imposée dans notre vie depuis quelques mois maintenant, mais derrière les promesses quasi magiques de ces robots se cachent des limites bien concrètes. Revenons sur 3 mythes qui entourent encore l'intelligence artificielle et ses applications.



L'intelligence artificielle est partout. Depuis le raz-de-marée ChatGPT, il y a maintenant plus d'un an, de nombreuses facettes de notre vie quotidienne ont été bouleversées par l'IA. Les grands modèles de langage se sont immiscés partout, dans le traitement de l'actualité, dans les opérations de relation client, dans nos applications mobiles... Le tout à une vitesse qui dépasse tout ce que l'on a pu voir jusqu'à aujourd'hui. Le robot conversationnel d'OpenAI, qui propulse bon nombre des autres applications d'IA que l'on retrouve chez les grandes entreprises, a changé la donne grâce à sa simplicité, son exhaustivité et son accessibilité sans pareille. En plus de savoir converser de manière fluide et efficace, ChatGPT est aussi capable de scanner et créer des images, d'analyser vos fichiers, de parler avec un charmant accent américain... Bref, au premier abord, on pourrait bien penser que cette IA sait environ tout faire. Pourtant, comme toutes les intelligences artificielles, ChatGPT a ses limites. Des limites structurelles, qui s'expliquent par la manière dont la machine a été éduquée. Maintenant que l'IA semble s'être immiscée dans toutes les facettes de notre vie ou presque, il est temps de revenir sur quelques mythes erronés qui ont jonché cette année pleine de rebondissements numériques.

1 — L'IA est neutre

Derrière ses allures de robot impartial et froid, les tas de cartes graphiques,

d'algorithmes et de données qui composent l'IA sont loin d'être les arbitres neutres et objectifs qu'on pourrait croire. Les réponses que va donner un robot conversationnel comme ChatGPT seront largement dépendantes des données qu'il aura ingérées. Lors du Festival des Utopiales à Nantes, Raphaël Granier de Cassagnac, auteur de science-fiction et directeur de recherche au CNRS, illustrait cela avec un exemple simple. « Lorsque j'ai posé la question "le dollar restera-t-il une monnaie fiable ?" à une IA américaine et une IA chinoise, chacune m'a donné des réponses très différentes. Cela montre bien les biais d'apprentissage des IA. » EleneUsdin, photographe, illustratrice et autrice de bande dessinée, va même plus loin et qualifie l'IA « d'outil de conquête impérialiste puisqu'elle est éduquée aux normes d'un pays, en l'occurrence les États-Unis majoritairement ». Ces biais se sont observés ces dernières années avec des exemples peu reluisants. En 2015, par exemple, les algorithmes de reconnaissance faciale de Google Photos avaient labellisé un homme noir avec l'étiquette « gorille », tout simplement parce que les systèmes avaient été majoritairement entraînés à reconnaître des personnes à la peau blanche. Plus récemment, en juillet 2022, OpenAI se félicitait des progrès faits par Dall-E (son IA de génération d'image) pour inclure « des personnes d'origines diverses », avouant à demi-mot que jusque là son logiciel générait des images

très stéréotypées. Les IA ne sont pas exemptes de biais, qu'ils soient culturels, racistes ou sexistes, puisqu'elles sont entraînées par des personnes elles-mêmes porteuses de biais. Des initiatives, comme celle du Laboratoire de l'Égalité, tentent cependant de corriger le tir en fournissant des bases de données plus représentatives de la diversité humaine.

2 — L'IA est universelle

Quand on se met à discuter avec ChatGPT, il est compliqué de le prendre en défaut sur sa connaissance des œuvres culturelles occidentales majeures. À tel point qu'on pourrait croire que le robot a tout lu, tout vu, qu'il parle toutes les langues et à une connaissance universelle du monde et de ses symboles. Sauf que... pas vraiment. « En Chine, certaines ethnies minoritaires sont complètement absentes des données utilisées par les IA », expliquait Chen Qiufan, écrivain de science-fiction ayant travaillé pour Google et Baidu en Chine, lors des Utopiales 2023. « Quid des populations qui ne produisent aucune donnée numérique ? » enchaîne l'auteur. Le problème est le même que pour les biais. Des IA qui n'ont pas de données à se mettre sous la dent ne pourront jamais comprendre le fonctionnement de certaines parties du monde, tout simplement car ces dernières ne produisent pas de traces numériques ingérables par les machines. Et cela ne s'arrête pas là, vient aussi la barrière de la langue. « L'anglais est la langue pré-

dominante dans le corpus, avec une grande majorité des données textuelles provenant de sources en anglais » avoue ChatGPT lui-même lorsqu'il est interrogé sur le sujet. D'après certaines études, la base de données utilisées par ChatGPT 3 est constituée à 93% de texte en langue anglaise. Le robot sait structurer des phrases dans tout un tas de langue grâce à un apprentissage multilingue, mais la machine « réfléchit » d'abord et avant tout en anglais et cela impacte mécaniquement sa perception de la réalité.

3 — L'IA est transparente

Plus perturbant encore que les biais qui peuvent changer la perception des IA, la façon de réfléchir de ces outils est loin d'être transparente. Contrairement à un programme informatique « classique » qui obéit à un code source (ouvert ou non) écrit par des humains, les IA « créent » en quelque sorte leurs propres raccourcis de pensée et de fonctionnement, que les développeurs derrière le logiciel eux-mêmes ne maîtrisent pas. C'est pour cela que ces machines sont souvent qualifiées de « boîtes noires ». Ces comportements peuvent s'observer dans des situations anodines, comme quand l'IA de DeepMind commençait une partie de Go par un coup que personne ne parvenait complètement à expliquer... avant de gagner quelques manches plus tard, mais aussi dans des situations plus compliquées, comme quand des IA prennent des décisions peu éthiques sur les marchés financiers.

IA GÉNÉRATIVE, PANNES, RÉSEAUX SOCIAUX

Le trafic Internet explose en 2023

Selon un rapport de Cloudflare, spécialiste en réseau de diffusion de contenu (CDN) et sécurisation du trafic dans le cloud, le trafic Internet mondial a augmenté de 25 % cette année, preuve d'une dépendance croissante à l'égard des services en ligne. Dans ses rapports annuels « Year in Review », le fournisseur propose une vue d'ensemble des tendances en ligne et des problèmes de sécurité. Cette année, selon cet éditeur, Google est toujours le site internet le plus populaire, suivi par Facebook, Apple et TikTok. Dans les médias sociaux, Facebook a dépassé TikTok, leader de 2022, Instagram et Twitter/X se classant aussi en bonne place. Dans la catégorie émergente des services d'IA générative, OpenAI est en tête, suivi de Character AI, Quillbot et Hugging Face. Sur le plan de la sécurité, en 2023, les entreprises financières ont été les principales cibles des cyberattaques. Parmi les menaces de cybersécurité les plus courantes de l'année, le rapport cite les liens malveillants et les tentatives d'extorsion dans les courriels. Les pannes Internet ont dépassé les 180 incidents dans le monde, souvent en raison de fermetures imposées par les gouvernements, ce qui représente une augmentation significative par rapport aux 150 pannes survenues en 2022. Autre constat : les smartphones sont les principaux moyens d'accès à Internet. En 2023, Cloudflare a constaté que plus de 40 % des utilisateurs accèdent à Internet à partir d'un terminal mobile. « Et pour ceux qui utilisent des appareils portables, un tiers d'entre eux le font à partir d'appareils Apple », a déclaré David Belson, responsable des données et des connaissances chez Cloudflare, lors d'une interview. Dans les zones où SpaceX Starlink est disponible, les utilisateurs semblent adopter rapidement le service pour accéder à Internet. « Nous pensons que d'autres services Internet grand public par satellite, comme ceux en cours de développement par Amazon et OneWeb, suscitent également un vif intérêt », a-t-il ajouté.

L'IA générative, une tendance mondiale marquante

L'IA générative est devenue une tendance mondiale marquante en 2023. L'attrait pour cette technologie s'est fait sentir dès la fin novembre 2022, avec le lancement de ChatGPT d'OpenAI. Selon le rapport de Cloudflare, le buzz a permis à OpenAI de monter en puissance au début de l'année. Au fil de l'année, d'autres services d'IA générative se sont pareillement imposés. Les plus remarquables sont OpenAI, Character.ai, QuillBot, Hugging Face, Poe, Perplexity, Wordtune, Bard, ProWritingAid et Voicemod. C'est le service gratuit, Cloudflare Radar, qui donne accès aux tendances mondiales et aux informations sur l'Internet, qui a servi de source pour cette étude. L'entreprise a examiné des données anonymes provenant du célèbre résolveur DNS public 1.1.1.1. Pour créer ses listes de services Internet, Cloudflare a utilisé deux méthodes principales : d'abord, Cloudflare a rassemblé des domaines appartenant au même service en ligne. Par exemple, Twitter/X comprenait des domaines comme twitter.com, t.co et x.com. Ensuite, l'entreprise a vérifié une longue liste de domaines pour trouver ceux qui offraient des services aux gens. Le service Internet controversé Twitter d'Elon Musk (devenu X) n'a pas connu une bonne année. En 2022, au début de la guerre en Ukraine, le service a culminé à la 8e place, et son utilisation a baissé en 2023. X a démarré l'année plus bas qu'en 2022, fluctuant entre les 12e et 16e places, et à la fin de l'année, il se situait entre les 13e et 19e places. En 2023, Cloudflare a constaté que la popularité de X/Twitter augmentait pendant les week-ends, en particulier entre le 15 avril et le 10 juin, avec un pic à la 11e ou 12e place. Cette hausse a été particulièrement évidente avant le 14 mai, où X s'est constamment classé à la 11e place avant de se stabiliser à la 12e place du 14 mai au 10 juin, ce qui coïncide avec les principaux événements footballistiques européens. Cependant, après la finale de la Ligue des champions européenne, le 10 juin, X/Twitter n'a plus atteint ces sommets.

Des pannes Internet toujours nombreuses

Le rapport révèle par ailleurs que les pannes Internet sont un problème grandissant. En 2023, le monde a connu plus de 180 pannes Internet, en augmentation par rapport aux 150 signalées en 2022. Nombre d'entre elles résultent de fermetures régionales et nationales décidées par les gouvernements. « Par exemple, en Irak, ces pannes se sont produites pendant plusieurs jours en juin, juillet, août et septembre, à la fois dans la partie principale du pays et dans la région du Kurdistan », a déclaré David Belson. « Outre les coupures de l'Internet décidées par le gouvernement, plusieurs pannes résultaient de coupures de câbles terrestres et sous-marins, de catastrophes naturelles, comme des tempêtes et des tremblements de terre, et de coupures d'électricité. Les fournisseurs d'accès à Internet se sont également préoccupés de la sécurité. Selon David Belson de Cloudflare, les attaquants ont encore utilisé l'exploit Log4j, une vulnérabilité annoncée pour la première fois en décembre 2021. La vulnérabilité HTTP/2 Rapid Reset, découverte par Cloudflare en octobre 2023 et récemment divulguée, est aussi devenue une cible populaire pour les acteurs de la menace. « Cette vulnérabilité émergente a un impact à grande échelle, car elle affecte potentiellement toute entreprise utilisant le HTTP/2 pour ses sites web et ses applications », a-t-il ajouté.

Mots fléchés

Grand amateur	↓	Suspension	↓	Page des titres	↓	Nu artistique	↓	Ampleur	↓	Défense	↓	Charge de grison	↓	Sélénium
Coups de fils		Mets de minou		Choroïde				Esprit				Fleuve de Silésie		
	→		↓		↓				↓		↓		↓	
Nourrice de Romulus	→					Corrigée	→							
Fait la chouette						Baver								
	→					Privée de mordant	↓							Plumard
						Normes françaises								
Carburant	→							Terme de belote	→			Constituant de la matière		↓
Accord de Provence														
	→											Unau	→	
		Rensei- gnements généraux		Amateur de tabac	→							Répétitive		
				Montre										
Allure de cheval	→					Dans la gamme	→	Diffusé	→					
Soignées						Partager		Tristes initiales						
	→								↓					
									Aussi	→				
									Ventila					
Sans reconnais- sance		Partisan	Trompe de chasse	→			Gère les droits d'auteurs	→						Fumés
	→													↓
						Bout de charpente	↓	Individus	→					
						Discuté								
Sodium	→		Abris douillets	→				Vallée bretonne	→				Rejeton	
Coquin			Matière de défense					Petits bonnets						
	→													
							Ville de Chine	→						
Algue marine	→					Crème au chocolat		Épargner		Réfuter	→			
Groupe										Balle gagnante				
	→													
						Remporta	→					La tête lui tourne	→	
						Chiffre d'affaires						Bataille de Napoléon		
Type de plantes	Relatif aux cicatrices	→												Fort célèbre
	Illusion													
	↓													↓
												Se donne pour accord	→	
Tête de mule	→					Ville du Gers	→			Fête des enfants	→			
Vaut de l'argent						Parti politique				Bout de bouts				
	→													
		À recenser	Ordinateur	→		Détail	→					Tantale	→	
						Institut universitaire						C'est nickel		
Dans le vent	→											Patronyme	→	
Femme idéale														
	→													
										Revêtement de sol	→			

GROUPE INDUSTRIEL DES CIMENTS D'ALGÉRIE

Augmenter les exportations à 7 millions de tonnes en 2024

Le Groupe Industriel des Ciments d'Algérie ambitionne d'augmenter ses exportations à 7 millions de tonnes l'année prochaine (2024), tout en se positionnant comme un acteur majeur sur la scène internationale, a fait savoir son PDG, Rachid Ladj. Durant l'année courante (2023), le groupe a connu une année exceptionnelle en 2023, exportant près de 6 millions de tonnes de ciment vers l'Europe et l'Afrique, générant une valeur impressionnante de 22 milliards de dinars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 25 décembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



RUSSIE

Gazprom livre 40,5 millions de mètres cubes de gaz à l'Europe via l'Ukraine

Le volume des livraisons de gaz russe à l'Europe via l'Ukraine s'élève à 40,5 millions de mètres cubes par jour, a déclaré à la presse un porte-parole de Gazprom. "Gazprom continue de fournir du gaz russe pour le transit à travers le territoire ukrainien via la station de pompage de gaz de Sudzha pour une quantité approuvée par l'Ukraine. Le volume est de 40,5 millions de mètres cubes au 23 décembre. La demande de transit via la station de pompage de gaz de Sokhranovka a été rejetée". La ligne de transit passant par l'Ukraine reste la seule voie d'approvisionnement en gaz russe vers les pays d'Europe occidentale et centrale. Le pompage via le gazoduc Nord Stream a été complètement suspendu. Les approvisionnements en gaz via Turkish Stream et Blue Stream sont destinés à la Turquie et aux pays du sud et du sud-est de l'Europe. En mai 2022, le gestionnaire du réseau de transport de gaz d'Ukraine a annoncé qu'il suspendrait le flux de gaz vers l'Europe via le point de transit de Sokhranovka pour cause de force majeure, car l'entreprise n'aurait pas été en mesure de contrôler la station de compression de gaz de Novopskov dans la République populaire de Lougansk. Cependant, le géant gazier russe n'a vu aucune preuve de force majeure. À l'automne 2022, la société ukrainienne Naftogaz a déposé une requête en arbitrage auprès de la Cour d'arbitrage internationale contre Gazprom, accusée d'être en retard dans le paiement des services de transport de gaz via l'Ukraine. Le PDG de Gazprom, Alexei Miller, a déclaré que la société russe considérait l'arbitrage de Naftogaz comme illégitime. Dans le même temps, la Russie pourrait imposer des sanctions à Naftogaz en cas de nouvelles actions déloyales de la part de l'entreprise ukrainienne. Toute relation avec Naftogaz sera alors impossible, a déclaré Miller.

GENDARMERIE NATIONALE

Un dispositif sécuritaire à l'occasion des vacances d'hiver

Les services de la Gendarmerie nationale ont mis en place un dispositif de sécurité à travers la mobilisation de toutes les ressources humaines et matérielles afin d'assurer la sérénité et le confort des citoyens, et ce, parallèlement au début des vacances d'hiver pour les élèves et les étudiants. Dans le cadre de la concrétisation de ce dispositif, les services de la Gendarmerie nationale ont organisé, samedi, une sortie au profit des médias nationaux vers le Parc de Tikjda (Bouira), qui attire en cette période des familles et des visiteurs venus de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Lors de cette sortie médiatique, les efforts déployés par le groupement régional de la Gendarmerie nationale de Bouira pour garantir le confort et la sérénité des visiteurs de ce pôle

touristique ont été mis en avant. A cet égard, le commandant du groupement régional de la Gendarmerie nationale de Bouira, le colonel Hamdi Labidi, a fait savoir que le plan relatif aux vacances d'hiver comprenait plusieurs mesures préventives visant à atteindre les objectifs fixés sur le terrain, et ce, en coordination avec les autorités locales et les représentants du secteur touristique de la wilaya. Cette visite médiatique a coïncidé avec la présence d'équipes de la direction des travaux publics de la wilaya sur place pour débayer la neige accumulée sur la RN 33 reliant les wilayas de Bouira et de Tizi Ouzou, en coordination avec les éléments de la Gendarmerie nationale. De son côté, le chef du service de communication de la Gendarmerie

nationale, le lieutenant-colonel Abdelkader Beziou, qui accompagnait la délégation médiatique à Tikjda, a affirmé que cette opération est un exemple de ce que les services de la Gendarmerie nationale réalisent à travers les différentes wilayas du pays, soulignant que des instructions ont été données à toutes les unités déployées à travers le pays pour veiller à la sécurité des citoyens et de leurs biens. Des dispositifs similaires ont été mis en place dans les autres wilayas, notamment celles qui disposent d'espaces et de destinations touristiques attirant les visiteurs, rappelant que le Commandement de la Gendarmerie nationale a lancé une campagne de sensibilisation à l'intention des usagers de la route lors des intempéries.

NOUVELLES ATTAQUES EN MER ROUGE ET AU LARGE DE L'INDE

Quatre bateaux touchés

Malgré l'annonce de Washington de créer une force pour préserver le trafic maritime, un navire chimiquier a été touché samedi au large de l'Inde par un « drone d'attaque tiré depuis l'Iran », sur fond de guerre entre Israël et le Hamas palestinien dans la bande de Gaza, selon l'armée américaine. Deux pétroliers et un destroyer américain naviguant en mer Rouge ont également été visés par des drones lancés par les rebelles Houthis au Yémen. Les Etats-Unis accusent l'Iran d'être « très impliqué dans la planification » de ces

attaques menées par les Houthis, et le ministre britannique des Affaires étrangères, David Cameron, a affirmé dimanche que Téhéran exerce une « influence tout à fait néfaste dans la région et dans le monde ». Ce que nie le principal intéressé. Les attaques de Houthis, ces rebelles yéménites qui affirment agir en soutien aux Palestiniens du Hamas dans la guerre contre Israël, se multiplient en mer Rouge et au large de l'Inde. Samedi, un navire chimiquier a été touché en mer d'Arabie, au large des côtes indiennes, par un « drone d'attaque tiré

depuis l'Iran », et deux pétroliers gabonais et norvégien ainsi qu'un destroyer américain ont été visés par des drones lancés par les rebelles Houthis au Yémen, selon l'armée américaine. L'attaque du chimiquier s'est produite samedi à 10 heures locales (06 heures GMT). Elle a causé un incendie à bord, qui a été éteint, et n'a pas fait de blessé, a indiqué le ministre américain de la Défense. Le navire, le MV Chem Pluto, navigue sous le pavillon du Libéria, appartient à une entreprise japonaise et est opéré par une compagnie néerlandaise, a-t-il précisé. Selon la firme de sécurité

maritime Ambrey, le navire « est affilié à Israël » et navigue entre l'Arabie saoudite et l'Inde, le Wall Street Journal affirmant pour sa part que la compagnie néerlandaise opérant le MV Chem Pluto « est liée au magnat israélien du transport maritime Idan Ofer ». Quant au destroyer américain patrouillant en mer Rouge, l'USS Laboon, il a été abattu samedi quatre drones d'attaque provenant du Yémen qui le visaient, a annoncé le Commandement militaire central des Etats-Unis (Centcom). Tout en précisant qu'il n'y avait « ni blessés ni dégâts ».

INDONÉSIE

L'explosion d'un four de fusion de nickel tue 13 travailleurs et en blesse 38

Treize travailleurs ont été tués et 38 ont été blessés dimanche dans l'explosion d'un four de fonderie de nickel appartenant à Indonesia Tsingshan Stainless Steel (ITSS) sur l'île de Sulawesi, a déclaré le propriétaire du parc industriel où se trouve la fonderie. L'explosion s'est produite alors que des ouvriers réparaient le four et installaient des plaques à 5h30 dimanche (21h30 GMT samedi), tuant sept ouvriers indonésiens et six ouvriers chinois, a indiqué le parc industriel Indonesia Moro-

wali (IMIP) dans un communiqué. L'incendie a été éteint à 09h10 heure locale, a-t-il ajouté. "D'après les premières investigations, l'explosion a pu être causée par la présence d'un liquide explosif au fond du four. Au cours du processus de réparation, une explosion s'est produite", a déclaré un porte-parole de l'IMIP. La première explosion a déclenché plusieurs autres explosions parce que de nombreuses bouteilles d'oxygène ont été utilisées pour souder et découper les composants du four lors de la ré-

paration, a ajouté le porte-parole. IMIP est un parc industriel axé sur le nickel, détenu par la société chinoise Tsingshan et son partenaire local Bintang Delapan Group, qui produisent de l'acier inoxydable et de l'acier au carbone. ITSS est l'un des locataires du parc industriel, selon IMIP. IMIP se coordonnera avec les parties concernées pour enquêter sur l'incident et couvrira tous les frais de traitement des victimes, a déclaré la société. Le nickel est devenu de plus en plus

crucial pour l'Indonésie, riche en ressources et premier producteur mondial de nickel, avec des milliards de dollars d'investissements mondiaux qui affluent après que le gouvernement a interdit les exportations de minerai non traité en 2020. La plus grande économie d'Asie du Sud-Est tente de développer les industries du nickel en aval et d'attirer les investissements importants des fabricants de véhicules électriques et de leurs batteries.